

OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE DE MONTRÉAL

ÉTAIENT PRÉSENTS: M. JEAN BURTON, président
 Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire
 M. ALAIN DUHAMEL, commissaire

**PLAN DE DÉVELOPPEMENT DE MONTRÉAL
L'AVENIR DU PATRIMOINE NATUREL DE MONTRÉAL**

PREMIÈRE PARTIE

8^e session

Séance tenue le 12 juin 2013, 19 h
Au Centre Mont-Royal situé au
2200, rue Mansfield
Montréal

TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 12 JUIN 2013

M. Jean Burton, président de la commission 1

PANÉLISTES:

M. Louis Drouin, responsable du secteur environnement urbain et santé, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal 5

M. Éric Duchemin, professeur associé, UQÀM 10

M. Alain Bourque, directeur de programme chez Ouranos, consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques 17

M. Owen Rose, architecte, président du conseil d'administration, Centre d'écologie urbaine de Montréal 25

PÉRIODE DE QUESTIONS

M. Pierre Brisset 34

Mme Sylvie Bibeau 38

M. Robert Hajaly 45

M. Bastien Guérard 50

M. Pierre Bélec 54

M. Philippe Tremblay 63

M. Jean-Yves Bourdages 70

M. Mojtaba Samini 78

M. Carl Bickerdike 82

M. Pierre Brisset 87

M. JEAN BURTON, président :

Bonsoir. Bienvenue à tous à ce dernier forum qui se tient dans le cadre de la consultation sur le projet de Plan de développement de Montréal présenté par la Ville.

5

Mon nom est Jean Burton et je suis commissaire à l'Office de consultation publique de Montréal et j'assume la présidence de cette consultation. Permettez-moi de vous présenter mes collègues membres de la Commission.

10

Madame Irène Cinq-Mars. Elle détient un baccalauréat en architecture du paysage et une maîtrise en aménagement. Elle a été vice-rectrice aux études et doyenne de la faculté de l'aménagement à l'Université de Montréal. Et monsieur Alain Duhamel a fait une longue carrière comme journaliste, domaine dans lequel il est toujours actif. Il est détenteur d'un baccalauréat en sciences politiques à l'Université d'Ottawa et diplômé en communication de l'Université Saint-Paul.

15

Madame Ginette Thériault agit comme secrétaire de la Commission et mesdames Élise Naud et Stéphanie Wells comme analystes. Je souhaiterais souligner la présence de représentants de la Ville de Montréal. Alors là, vous allez m'aider, ah non, les noms sont marqués. Bien. Nancy Giguère, Émilie Charbonneau. Merci, Mesdames, d'être là.

20

Comme à l'habitude à l'Office, cette consultation se tient en deux phases. Une première phase a débuté la semaine dernière; elle a pris la forme d'une soirée d'information où les représentants de la Ville ont exposé les grandes lignes de leur proposition. Suivi de quatre forums thématiques qui se sont déroulés entre le 4 juin et aujourd'hui. Au cours de chacun des forums, des conférenciers et des panélistes, personnes-ressources, spécialistes ou acteurs du milieu, sont venus faire part de leur réflexion sur les thèmes concernés.

25

Et comme ce sera le cas ce soir, tous les intéressés du public sont invités à poser des questions et à faire part de leurs préoccupations et commentaires. La rencontre de ce soir s'intitule *S'adapter aux changements climatiques et verdifier les quartiers*.

30

35 Nous sommes heureux de vous annoncer que plusieurs centaines de personnes ont pris part à cette première phase de la consultation que ce soit en salle ou encore par le biais de la webdiffusion. J'en profite pour saluer les Montréalais qui ont fait le choix de suivre ce forum sur internet. De plus, plus de 600 personnes ont suivi la diffusion des sessions thématiques sur le web.

40 Vous pourrez émettre des commentaires et discuter avec les autres participants via la page Facebook de l'Office ou encore en utilisant le mot *clic#pdm* sur Twitter. Je pense qu'il est là, oui, à l'écran.

45 Pour les participants dans la salle, n'hésitez pas à consulter le personnel de l'Office responsable de l'animation de notre communauté web près de la régie pour vous connecter au réseau sans fil. Il est aussi possible de répondre à un questionnaire sur le site web de l'Office; plus de 250 personnes y ont déjà donné leur avis.

50 La consultation a également marquée le lancement d'un outil participatif unique en son genre. La plateforme web de cartographie 3D appelée YOU SAY CITY que je vous invite d'ailleurs à aller parcourir et à expérimenter. Je vous rappelle que le webdiffusion des forums, le questionnaire ainsi que la plateforme 3D demeureront à votre disposition tout l'été et jusqu'en septembre prochain au moment de la tenue de la deuxième phase de la consultation. Finalement, tous les échanges sont enregistrés et retranscrits pour la postérité et seront déposés sur le site internet de l'Office dans les jours qui viennent.

55 Abordons maintenant la problématique du forum de ce soir. Donc, ce soir nous terminons le quatrième et dernier forum qui porte sur l'adaptation de Montréal aux changements climatiques et le verdissement des quartiers, verdissement au sens de quartiers plus végétalisés, mais également plus éco-responsables.

60 Au cours des dernières décennies, le climat de Montréal comme celui des autres villes du Québec a évolué significativement. De façon générale, nous connaissons un réchauffement du climat. Ainsi à l'horizon 2050, les températures hivernales augmenteraient de trois à sept

65 degrés centigrades et les températures moyennes estivales de deux à trois degrés centigrades. De plus selon Environnement Canada, le nombre de journées de 30°C à Montréal ne devraient cesser d'augmenter. La moyenne de 12 jours en 2012 devrait presque quadrupler entre 2030 et 2040.

70 Les changements climatiques donnent lieu à des événements météorologiques qui sont susceptibles d'avoir des effets majeurs sur l'environnement et sur les activités urbaines. Parmi ces événements, mentionnons entre autres des étés de plus en plus chauds contribuant à l'augmentation du nombre de jours de smog annuellement, les périodes de chaleur intense plus fréquentes accentuant les effets des îlots de chaleur sur la santé publique, des hivers plus doux augmentant le nombre de périodes de gel et de dégel et leurs effets entre autres sur les infrastructures et éliminant les réserves d'eau de surface pour l'alimentation des cours d'eau et des lacs au printemps.

75 Des précipitations non régulières, notamment des périodes sans pluie prolongée accentuant les problèmes de niveau d'eau des voies navigables ainsi que l'alimentation en eau potable. Un plus grand nombre de tempête avec de grand vent et des précipitations intenses sur une courte période de temps ayant des impacts sur la structure des immeubles ainsi que sur les infrastructures de transport et d'élimination des eaux de surface.

80 Comme nous le savons bien malgré nous, à Montréal, les fortes pluies envoient de grandes quantités d'eau en un temps record dans le réseau d'égout municipal. ce qui peut occasionner des refoulements et des inondations dans les résidences, les commerces, les bâtiments institutionnels ou industriels.

85 Pour pallier aux enjeux liés aux changements climatiques, le Plan de développement de Montréal propose divers principes, objectifs et mesures d'adaptation. Parmi eux, réduire la pollution et l'émission des gaz à effet de serre en révisant les pratiques d'aménagement liées à l'habitation, augmentation de la densité, architecture verte et éco-énergétique et liées au transport, les TOD et les transports collectifs et actifs.

95 Accentuer les efforts de soutien à l'agriculture urbaine et de verdissement et par la
plantation d'arbres sur le domaine public, les rues, les parcs et les ruelles pour réduire l'impact
des îlots de chaleur et diminuer la pollution atmosphérique. Implanter des infrastructures qui
permettent une meilleure gestion des eaux pluviales et dans son désir de verdir ses quartiers,
la Ville de Montréal souhaite notamment faire passer l'indice de canopée de 20% à 25% d'ici
2025, et non pas en 2015 comme c'était annoncé dans le Plan de développement durable.

100 En s'appuyant sur les propositions de la Ville, quelles sont les stratégies et les moyens
qu'on doit mettre en place à Montréal pour devenir une ville plus verte, saine et sécuritaire et
planifier son adaptation aux changements climatiques?

105 Avant d'aborder le panel, permettez-moi de vous fournir quelques informations sur la
deuxième phase de cette consultation, celle de l'audition des opinions, mémoires et points de
vue qui débutera après la période estivale, soit le 4 septembre.

110 Vous devrez informer l'Office de votre intention de faire une présentation orale ou de
déposer un mémoire au plus tard le 29 août 2013. Le 29 août est aussi la date limite pour le
dépôt de vos textes. Cependant, nous vous encourageons à ne pas attendre la date limite
pour nous faire part de vos intentions. Vous pourrez le faire dès demain, le 13 juin, en
communiquant par téléphone avec monsieur Gilles Vézina au numéro suivant : 514-872-8510
pour lui indiquer votre intention de participer à la seconde phase de la consultation. Cela
115 permettra à l'Office de préparer le calendrier des auditions qui se tiendront au 1550, rue
Metcalf, 14^e étage, dans les bureaux de l'Office.

120 Alors, avant de céder la parole aux panélistes qui échangeront sur les thèmes de la
soirée, je tiens d'abord à vous les présenter. Je vais le faire un à un. Donc, je vais
commencer par monsieur Louis Drouin, responsable du secteur environnement urbain et santé,
Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal.
Chaque panéliste aura environ... et là, les négociations avec la présidente sont allées de 12 à
15 minutes; il faut qu'on entre dans une heure. Donc, je vous ferai signe quand vous
approcherez de la période limite.

125 Monsieur Drouin, s'il vous plaît.

M. LOUIS DROUIN :

130 En tout cas, le défi est grand, 12 minutes. On va essayer d'y passer parce qu'actuellement j'ai tendance à parler pas mal.

135 Donc, Santé publique, on m'a demandé de parler de qualité de l'air, d'îlots de chaleur et de transport actif et ce que je vais vous présenter, c'est une analyse à partir de certains indicateurs qu'on a développés à la DSP qui pourraient nous suggérer les pistes d'action les plus efficaces pour notamment améliorer parce que nous, notre loupe, c'est la santé des Montréalais. Donc, c'est ce qu'on vise, améliorer la santé et la qualité de vie des Montréalais.

140 Donc, on vient de le mentionner, impact des changements climatiques, on regarde les deux principaux enjeux que vous connaissez tous. Peut-être que monsieur Alain Bourque va donner un peu plus de chiffres là-dessus, mais on est face à des enjeux de santé publique majeurs pour les prochaines années.

145 Ce que nous avons remarqué, entre autres le dernier épisode de chaleur qui a amené des excès de décès à Montréal, c'est en juillet 2010. Les gens qui sont les plus vulnérables, c'est ceux qui vivent dans les zones chaudes où on a davantage d'îlots par rapport à ceux qui vivent dans les zones fraîches. Donc, il y a un excès d'environ 20% à 30%, ce qui explique pourquoi il faut verdir principalement dans les quartiers où la proportion de logements est la plus élevée.

150 Donc, ce que vous voyez en foncé, ce sont les quartiers où on a plus de 50% des logements qui sont situés dans ces quartiers. En fait, ce sont différents quartiers montréalais. Donc, vous voyez ici Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, Plateau-Mont-Royal. En fait, ce qui est en foncé, c'est plus de 51% et ce qui est en jaune orange, de 25% à 50%.

155 Donc, nous, le principal message si on veut vraiment aller dans une optique de protection de la santé publique, c'est de débiter dans ces quartiers-là où le verdissement pourrait être une stratégie intéressante de santé publique. Je laisse à mes collègues d'élaborer davantage sur le type de stratégie.

160 L'autre élément, c'est le smog photochimique, ce qu'on vient de mentionner. Et vous connaissez la réaction des composés organiques volatiles, les oxydes d'azote, l'impact du rayonnement solaire et vous avez la production d'ozone durant l'été et c'est évident avec nos étés de plus en plus chauds, on est susceptibles d'avoir du smog photochimique de façon plus fréquente.

165 Ce qu'il faut aussi noter, c'est que 85% des oxydes d'azote, c'est généré par le transport. Donc, c'est évident qu'une stratégie d'adaptation passe par une réduction du transport ou de l'utilisation de l'automobile à Montréal.

170 Ce qui est intéressant ici, c'est qu'on a Montréal... ça, c'est le graphique de la CMM qu'on a beaucoup aimé lors de sa consultation publique, vous avez plus de 60% de la population qui habite à moins de 15 km du centre-ville qui est le principal pôle de déplacement ainsi que du côté d'Anjou, Côte-des-Neiges et Ville Saint-Laurent. Ce sont les principaux pôles d'emploi pour le déplacement des gens vers leur lieu de travail.

175 Donc, c'est près de 2.2 millions de population qui vivent dans un environnement dense. Donc ça, c'est un élément important à retenir dans le reste de la présentation.

180 Ici, c'est un nouveau graphique que nous avons réalisé avec madame Hadjopoulos de l'Université McGill qui fait des recherches sur le transport, donc, le département de génie, et ce qu'on essayait de voir, c'est l'empreinte écologique des ménages, c'est-à-dire la quantité de GES émis par chacun des ménages de la région métropolitaine de recensement en lien avec leurs déplacements en auto. Donc ce que vous voyez, ce qui est en rouge, c'est évidemment la quantité de GES qui est beaucoup plus importante que ce qui est en pâle.

185

190 Ce n'est pas le fait du hasard. Vous avez ici les personnes qui vivent dans des quartiers davantage étalés où on n'a peu de services de proximité, des fonctions urbaines qui sont dissociées et pour lesquelles on n'a pas d'accès au transport en commun avec une densité qui est peu élevée. Ce qui explique évidemment l'utilisation de l'auto, des temps de déplacement plus importants et des kilométrages de distance plus importants pour pouvoir se rendre au travail.

195 Si on regarde enfin la question, ce qu'on a regardé : Pourquoi ici on n'a moins d'empreintes écologiques? Ce n'est pas le fait du hasard. C'est totalement associé à des caractéristiques urbanistiques de l'organisation spatiale. Comme par exemple les quartiers montréalais où la densité de logements est la plus élevée, ce sont évidemment les quartiers centraux. Les quartiers où la proportion des logements ayant accès à des services de proximité, ce sont les quartiers centraux et ce que nous avons regardé, c'est un indicateur où on a intégré le nombre de logements ou la proportion de logements à moins de 500 mètres, 200 donc, à distance de marche, d'au moins huit services de proximité, commerces d'alimentation, commerces de détail, instituts scolaires, bibliothèques, bancaire, établissement, etc.

205 Donc, ce sont des quartiers davantage denses où les rues sont connectées et où on a accès à des services de proximité, donc, qui favorisent les transports actifs, la marche, également le vélo et ce sont aussi des quartiers où souvent l'offre de transport en commun est davantage présent, surtout ici au centre.

210 Si on regarde les ports modales, tout ce qu'on a pris, on a pris l'enquête Origine/Destination 2008, puis on a additionné les gens qui se rendent au travail en marche, en vélo ou en transport en commun parce que pour nous le transport en commun, c'est un transport actif. Les gens marchent en moyenne 25 minutes par jour, 5 jours par semaine, pour se rendre au travail via le transport en commun, puis vous savez que la proposition de l'Organisation mondiale de la santé pour une personne physiquement active, c'est 30 minutes de marche par jour, cinq jours par semaine. Donc, vous voyez que le transport en commun, 215 c'est une stratégie efficace de santé publique pour la prévention entre autres de l'embonpoint, de l'obésité.

220 Donc, encore là, vu que vous avez les caractéristiques urbaines de services de proximité, de connectivité des rues, de densité de logements, d'accès à du transport en commun, donc, les ports modales sont au-dessus pour ces quartiers-là, de transport actif, de transport en commun, au-dessus de 51%. Extraordinaire! On ressemble un peu à Copenhague dans certains quartiers, ici. Ici en orange, c'est de 36% à 50%.

225 Le problème que ces gens vivent, c'est qu'on a 387 270 auto-conducteurs générés à Montréal, donc, en pointe du matin... Oh, c'est un graphique qui est incomplet celui-là, il y a eu une petite erreur, parce qu'on a hors agglomération qui pénètre Montréal, c'est à peu près 170 000. Donc, c'est une proportion près du 2/3 – 1/3. Et ces gens-là évidemment se dirigent vers les principaux pôles d'emploi montréalais où vous avez le plus de marcheurs, le plus de cyclistes, le plus d'utilisateurs du transport en commun et le plus de monde qui y vivent parce que c'est très dense.

230 Et ça a des conséquences. Plus de blessés de la route dans les quartiers centraux. Il y a une relation directe, c'est les recherches de Patrick Morency, entre les volumes de circulation dans les quartiers centraux et le risque d'être blessé. Donc, c'est intimement lié.

235 L'autre élément, il y a davantage de pollution, les oxydes d'azote, puis on a beaucoup documenté les impacts dans les quartiers centraux, la pollution reliée aux oxydes d'azote sur les hospitalisations, maladies respiratoires notamment. Et les gens nous le disent quand on se promène dans les quartiers centraux. «On a peur de se promener avec nos familles dans les rues, il y a trop de circulation.»

240 Ça ne sent pas bon, puis on sent souvent des problématiques d'asthme chez les enfants notamment, puis l'autre problématique, c'est le bruit. Ça, c'est une carte qu'on a réalisée il y a deux ans avec 87 stations. C'est la première carte sonore et évidemment les endroits où il y a le plus de bruit, c'est le long des axes routiers et notamment dans les
245 principaux quartiers centraux.

250 Donc, les gens qui vivent dans les quartiers les plus... dont l'empreinte écologique en termes d'émissions de GES est la plus diminuée sont impactés par le plus de voitures qui viennent de l'île, puis des banlieues. Donc, qu'est-ce qu'il faut faire? Parce que dans le Plan de développement de Montréal, on veut améliorer la qualité de vie, on veut retenir les familles, notamment dans les quartiers centraux, mais on veut également réduire, nous en Santé publique, les contraintes ou les impacts santé publique.

255 Donc, solution : Réduire le volume de circulation. Les gens nous disent quand on se promène dans Ahuntsic, dans les quartiers centraux : «Il y a trop de circulation, on est tanné.» Donc, pour nous, l'indicateur le plus important, c'est la réduction des volumes de circulation à Montréal pour réduire les GES, pour réduire les nuisances, puis finalement réduire les problèmes de santé associés.

260 Réduire les impacts négatifs que subit la population montréalaise à cause de l'auto. Développer le réseau de transport collectif à haute capacité, donc, investir massivement. Le dernier développement du métro de Montréal date de 1988, ça fait 25 ans qu'on n'a pas eu de développement, en priorisant les secteurs caractérisés d'abord par une forte densité d'occupation. Principalement, Montréal, là où il y a une forte densité et en établissant un moratoire sur le développement et le prolongement des voies autoroutières et artérielles menant vers Montréal. Réduisons la venue et réalignons la mobilité sur un transport en commun efficace. À l'échelle micro évidemment, ce qu'on contrôle, sécurisation des traverses piétonnes, mesures d'apaisement, zones à 30 kilomètres, amélioration des infrastructures pour les piétons et verdissement des espaces publics.

270 La contribution du Plan de développement de Montréal à l'atteinte des objectifs de santé; publique sera atteint si on met un système de transport en commun hyper performant à Montréal principalement parce que c'est là qu'il y a le plus de monde, puis le plus d'utilisateurs. Et ça, on va contribuer à diminuer les impacts sanitaires associés à la chaleur, la pollution de l'air et la pollution sonore.

280 Réduire le nombre de blessés, donc, moins de volume de circulation dans les quartiers centraux et réduire la prévalence des maladies chroniques en lien avec des problèmes de surpoids. Ce qu'on souhaiterait, c'est que les parts modales de transport actif et de transport en commun qui sont déjà à plus de 50% dans certains quartiers montréalais s'étendent vers l'ouest et vers l'est.

Donc, merci beaucoup.

285 **M. JEAN BURTON, président :**

Merci beaucoup, Monsieur Drouin. J'inviterais maintenant, monsieur Éric Duchemin, professeur associé, chercheur et spécialiste en agriculture urbaine à l'UQÀM.

290 **M. ÉRIC DUCHEMIN :**

295 Oui, bonsoir. Ça me fait plaisir d'être ici pour parler de manière indirecte d'alimentation qui me semble être important. On est ici pour parler de verdissement et de milieu de vie et l'adaptation aux changements climatiques, mais en passant par l'agriculture urbaine qui est du verdissement, on va aussi parler d'alimentation, cette alimentation-là bien entendu qui est fortement influencée par l'urbanisme, par l'accessibilité, est influencée par les plans d'urbanisme et bien entendu, c'est une agriculture qui influence aussi la vie en monde urbain.

300 Donc, on nous posait la question : Quelles seraient les stratégies pour verdir, pour développer des milieux de vie, pour un plan de développement de Montréal? Bien entendu ma réponse, vous ne serez pas surpris, je vous répondrais : L'agriculture urbaine. Et c'est un peut ça que je vais m'employer à démontrer dans ma présentation.

305 Je pense qu'il faut toujours se rappeler des pans de notre imaginaire collectif en ville et des grands espaces verts comme le parc Lafontaine, je ne sais pas si tout le monde s'en souvient, mais le parc Lafontaine si on l'a, c'est parce qu'il y avait des terres agricoles et ces terres agricoles ont été conservées et ont pu être transformées en parc.

310 Le mont Royal a été longtemps agricole aussi et c'est quand même... on a réussi à structurer la ville et notre ville est un peu structurée grâce à l'agriculture.

315 Donc, l'agriculture urbaine, bien entendu c'est une question de gestion d'espace. C'est avoir de l'espace, c'est aussi aménagé cet espace-là, aménagé souvent des espaces résiduels non utilisés ou les favoriser. Je pense que l'urbanisme devrait favoriser l'utilisation des espaces résiduels qui sont souvent sous-utilisés, mal utilisés, souvent mal aimés.

320 On va en parler un peu plus tard, mais on a des exemples comme le Champ des possibles qui vient d'être reconnu comme un parc qui est un espace mal aimé et pourtant les citoyens ont décidé de redevenir des amis de cet espace-là et on réussit à en faire un parc et à l'aménager.

325 Bien entendu l'agriculture urbaine, c'est aussi une question de système alimentaire, d'alimentaire de la population urbaine, c'est de trouver une nouvelle façon de nous alimenter en utilisant l'espace et il ne faut pas oublier qu'il y a une question de mouvement social. C'est des citoyens qu'on peut mobiliser pour réussir à conserver notre ville et à développer des milieux de vie. Donc, c'est d'impliquer ces citoyens-là et l'exemple du Champ des possibles, je pense que c'est un bon exemple, mais il y a d'autres exemples à Montréal aussi.

330 Le rôle de l'agriculture urbaine au niveau urbain est multiple. Bien entendu, on va développer de la résilience individuelle, donc, des gens qui ont vraiment besoin d'avoir des aliments, mais aussi une résilience communautaire s'il y a des chocs. Bien entendu à Montréal, on a tendance à dire : «Non, non, on n'aura pas de problème.» Effectivement, on est peut-être moins sujet à des grandes problématiques, mais si l'alimentation ne rentre plus dans une ville, l'agriculture urbaine peut subvenir à des besoins urgents.

335 Et ça peut être aussi des crises économiques. On le voit en Europe actuellement, je peux vous dire qu'à Athènes, l'agriculture urbaine se développe et l'ensemble des arbres fruitiers qu'il y avait à Athènes et qu'avant ça les fruits tombaient à terre, pourrissaient, on n'en

340 voit plus. C'est tout ramassé. Donc, on peut développer une résilience grâce à la mise en place de l'agriculture urbaine.

345 La gestion de l'eau? On parle de toit vert, de stratégie, comme mettre une place une stratégie pour la gestion de l'eau pour éviter que l'eau arrive toute en même temps par une forte pluie, et j'imagine qu'on va en parler avec les fortes pluies en monde urbain qui arrivent tout d'un coup, comment retenir cette eau-là, comment faire en sorte qu'elle n'arrive pas toute aux égouts en même temps? Ben, développer des toits verts. Si on développe des toits verts, autant aussi développer des toits verts qui peuvent être productifs et devenir des milieux de vie.

350 Il y a des villes exemplaires à ce niveau-là dont Chicago qui développe vraiment des toits verts pour retenir l'eau et bien entendu, c'est toute une réflexion qu'on doit avoir sur notre urbanisme et sur l'architecture de nos maisons, comment sont construits les futurs bâtiments institutionnels ou résidentiels.

355 La gestion des matières organiques? C'est un autre grand problème. Comment gérer cette gestion des matières organiques? Ne pas envoyer à l'enfouissement, le valoriser. L'agriculture urbaine encore a son rôle à jouer. On peut réutiliser. L'agriculture urbaine réutilise cette matière organique-là.

360 Verdissement. On a toujours tendance à oublier. Quand on parle de verdissement, on pense toujours à des arbres et des parcs, mais l'agriculture urbaine peut aussi être le verdissement. Bien entendu, il y a moins de canopée à moins qu'on utilise les arbres fruitiers; les arbres fruitiers aussi vont développer des canopées. C'est des arbres un peu moins haut que les chênes ou les érables, mais ils ont une action à avoir. Ça va structurer l'espace et l'avantage aussi, c'est qu'on peut avoir une gestion partagée des espaces verts grâce à l'agriculture urbaine parce que les citoyens ont une raison de s'approprier un espace et de l'entretenir.

365

370 Il y a des exemples qui existent et ça fait en sorte qu'il y a un coût moindre pour plus de
verdissement en ville parce que toujours le défi de développer des espaces verts pour les
villes, c'est de dire : Ah, mais on n'aura pas les moyens de les entretenir. Alors, peut-être
qu'on pourrait transférer l'entretien par exemple à des citoyens, mais pour se faire, il faut
donner une raison. Et par le biais de l'agriculture urbaine, ça fonctionne.

375 On parle aussi en agriculture urbaine, on a tendance toujours à l'oublier, mais c'est
aussi un endroit pour faire de l'innovation technologique, développer notre savoir-faire et de la
relève agricole au niveau du périurbain. Beaucoup de personnes voudraient faire de
l'agriculture. On parle souvent de manque de relève pour développer l'alimentation, mais la
relève est souvent en ville et de partir sur une terre agricole à l'extérieur de la ville, loin, avec
380 beaucoup d'investissement, c'est des grands risques. Peut-être que dans un plan de
développement urbain, on devrait penser à des lieux plus petits de production, un demi-hectare
, qui est assez pour commencer une petite ferme et donner une chance à la relève de se
former.

385 Aussi au niveau économique, il y a un potentiel économique de développement. On a
à Montréal, on va le voir tout de suite après, les Fermes Lufa qui sont un développement
économique. C'est non négligeable, c'est des emplois, c'est une création économique et bien
entendu avec tout ça, on peut aussi développer des nouvelles approches architecturales et de
production.

390 Pourquoi on parle d'agriculture urbaine à Montréal? Je pense que c'est assez clair qu'il
y a un mouvement actuellement. Montréal est une ville reconnue internationalement pour son
agriculture urbaine. Vous le voyez ici sur la carte, les différents points de projets et il s'en
inscrit encore. Aujourd'hui, j'ai approuvé trois nouveaux projets. À chaque jour, il y a des
395 nouveaux projets qui s'inscrivent. Il y en a plein qui ne sont pas là. Ça se développe, c'est
présent, c'est une force de frappe incroyable pour l'aménagement de la ville.

Mais les initiatives ne sont évidemment pas homogènes. Il y a différents types
d'initiatives qui se sont développées, qui vont continuer à se développer, qui nous posent la

400

question : Quelle concertation entre ces différents acteurs? Comment on peut les mettre ensemble, les faire travailler ensemble? Et comment les intégrer au monde urbain?

405

À Montréal, bien entendu, on parle des jardins individuels, des jardins communautaires du programme de la Ville de Montréal, les jardins collectifs, ce qui se développe beaucoup, les jardins institutionnels et d'entreprises, des jardins pédagogiques dans des écoles. Il y a de plus en plus d'écoles qui veulent avoir des jardins. Il y a des grands défis d'aménagement à ce niveau-là.

410

Et ce qui se développe dans les dernières années, c'est vraiment des modèles productifs, des jardins sur les toits. À Montréal, il y en a peu, il y en a un qui est très connu au Centropole, mais à New York, ça se développe grandement, des très grandes productions de quand même un demi-hectare sur toit, c'est quand même énorme. Et bien entendu les Fermes Lufa qui se développent et l'apiculture. Tout ça, ça pose des défis à un plan de développement urbain.

415

Planifier. Comment on pourrait planifier cette ville nourricière? Il faudrait déjà avoir des objectifs, avec une bonne analyse des objectifs. Je n'en ai pas moi-même là, comme ça, en sortant de ma poche. On pourrait toujours sortir des chiffres, mais je pense qu'il faut regarder quels sont nos objectifs, qu'est-ce qu'on veut faire avec cette agriculture urbaine-là. Est-ce qu'on veut lutter ou s'adapter aux changements climatiques? Est-ce qu'on veut lutter contre les îlots de chaleur? Est-ce qu'on veut fournir des aliments? Quel pourcentage de la population on veut fournir en aliment?

420

425

Déterminer quelle est la pertinence des projets dans le contexte local de Montréal, quels sont les conflits d'usage bien entendu éventuel, la cohérence entre les objectifs du projet et les attentes locales, la complémentarité avec les autres formes d'agriculture urbaine existante. Donc, les différentes formes, comment elles peuvent se compléter et comment aussi on peut voir un lien entre la production périurbaine et urbaine parce que bien entendu sur l'île de Montréal, il reste encore toujours des projets d'agriculture, il reste encore quelques agriculteurs qui produisent.

430

Ça va poser la question des ressources, des ressources existantes et surtout l'idée, je pense, l'avantage de l'agriculture urbaine, c'est qu'on peut avoir des inter-financements, et je m'explique. En fin de compte, on peut financer un projet d'agriculture urbaine parce qu'il va retenir l'eau, parce qu'il va aider à la gestion de l'eau, il va aider à la gestion des matières organiques. Donc, on fait d'une pierre deux coups. On va essayer de régler un problème urbain qui va arriver peut-être dans le futur par des pluies de plus en plus abondantes et en même temps, offrir un service, offrir une production alimentaire aux citoyens. Je pense que c'est gagnant-gagnant et je pense qu'il faut y réfléchir.

435

440

Dans tout ça, il va falloir bien entendu développer une cohérence spatiale et politique entre les différents niveaux politiques de la Ville de Montréal et bien entendu, il y a des contraintes d'organisation, il y a des surcoûts à certains bâtiments. Donc, comment on peut voir ce développement en considérant ces contraintes-là.

445

Les défis à relever. L'agriculture urbaine demande des ressources humaines formées, des ressources humaines compétentes. Ça demande des gens, des gestions de projets, des agronomes, de la mise en place de technologie, ça ne se fera pas du jour au lendemain, mais ça se développe actuellement à Montréal. On peut sûrement capitaliser sur ce qui existe. Il va falloir vraiment repenser notre lien avec l'espace et laisser une place à cette production et les différentes formes de production.

450

Développer des nouveaux bâtiments et mettre en place des systèmes de gestion urbaine des déchets ou de l'eau et même toute la question de la gestion phytosanitaire des productions. Il va falloir y penser. Il va falloir relever ces défis-là.

455

Bien entendu, il y a toute la question des sols. Les sols en ville, la Direction de la santé publique s'est déjà penchée là-dessus et continue à y réfléchir. À quel endroit on peut mettre des jardins? Sous quelles conditions? Quelles sont les technologies qu'on peut faire pour réhabiliter des sols ou mettre en place des terrains en monde urbain où des fois le sol n'est pas propice à l'agriculture?

460

465 Et dans tout ça, il va falloir vraiment réfléchir à mon avis lorsqu'on pense un plan de développement métropolitain. Il faut vraiment se dire que le système alimentaire doit en faire partie, on doit mentionner la question alimentaire puisqu'un plan de développement et un plan d'urbanisme a beaucoup d'influence sur les questions alimentaires.

470 C'est un peu la diapo pour montrer qu'il fallait avoir une forme de coordination et de gouvernance et là, c'est vraiment un développement qui est fait dans une perspective de *food urbanism*, donc, le développement d'un urbanisme alimentaire, donc, de développer une ville dans laquelle il y a différents projets et vraiment une structuration des différents projets pour éviter la concurrence et éviter aussi une incohérence spatiale, territoriale de gestion.

475 Voilà ce que pourrait donner une ville agricole, et on parlait des espaces, il reste des espaces en ville où on peut faire de l'agriculture et je me plais toujours à rêver qu'on peut vraiment développer un paysage urbain agricole agréable pour les populations et bien entendu, là, il n'y a pas d'arbre, mais on pourrait facilement mettre des arbres et faire de l'agroforesterie sur ce terrain-là qui nous aiderait au niveau de la canopée.

480 Donc, c'est réussir à mettre ensemble différents objectifs que la Ville a actuellement pour en faire un tout cohérent et en développant un milieu de vie. Il y a toujours la question dans un plan de développement ou dans l'urbanisme, c'est la question de : Il faut conserver nos gens en ville et Montréal a une perte de famille. Les familles quittent la ville. Dès qu'ils ont des enfants, elles ont tendance à quitter la ville.

485 Donc, il faut recréer des milieux de vie et par nos recherches, on sait que l'agriculture urbaine, les jardins sont un espace essentiel pour les familles. Ils aiment ça, ils veulent faire de la sensibilisation, ils veulent faire de l'éducation et c'est du contact avec la nature. Donc, utiliser cet outil-là, ça peut nous permettre de conserver les familles en ville.

490 **M. JEAN BURTON, président :**

Merci, Monsieur Duchemin. J'inviterais maintenant monsieur Alain Bourque, directeur de programme chez Ouranos, consortium sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques.

495

Monsieur Bourque, c'est à vous.

M. ALAIN BOURQUE :

500

Bonjour. Merci. Alors, j'ai décidé de ne pas prendre de présentation parce que lorsque je prends des présentations, je dépasse inévitablement les 10 minutes données à cause d'un excès d'images d'événements extrêmes, spectaculaires, etc. Donc, vous n'aurez pas le droit à ces photos catastrophiques.

505

Alors, mon angle d'attaque par rapport à cette présentation-ci, en fait l'adaptation aux changements climatiques est quand même un domaine assez vaste et avoir aussi un objectif d'être plus vert, je l'ai pris sous l'angle du patrimoine naturel, d'environnement naturel, et de regarder un peu les enjeux autour de l'adaptation aux changements climatiques et d'un désir de vouloir, donc, avoir un patrimoine naturel bien vivant.

510

Alors pour commencer, peut-être juste rapidement dire qu'est-ce que c'est Ouranos, pourquoi je suis ici autrement dit. Ouranos, c'est un consortium de recherches appliquées sur la climatologie régionale et l'adaptation aux changements climatiques créé par le gouvernement du Québec, Hydro-Québec, Environnement Canada, quatre universités qui sont impliquées aussi, et puis on essaie de faire des travaux multidisciplinaires le plus appliqués possible pour faire avancer les connaissances pour aider le Québec à intégrer cette réalité des changements dans les paramètres météorologiques et climatiques dans la prise de décision.

515

520

Alors, vous allez sur notre site web, on a un document ici, *Savoir s'adapter aux changements climatiques* qui date de 2010. En 2014, on va avoir une nouvelle version qui fait

un peu le topo des situations pour tous les différents secteurs qui sont quotidiennement influencés par la météo et donc inévitablement par les changements climatiques.

525 Alors tout à l'heure, on a parlé des changements climatiques à venir pour l'horizon 2050, etc., puis peut-être que le message que je veux ajouter par rapport à ça, c'est de bien réaliser que depuis 50 ans le climat de Montréal s'est déjà réchauffé de 1° à 2°. Donc, il faut mettre, je pense, cette donnée-là en lien avec les prévisions pour 2050, ce qui nous donne toujours l'impression que les changements climatiques, c'est pour le futur.

530 En fait, ce n'est pas pour le futur, c'est maintenant. Ça se déroule présentement. Donc, on a déjà atteint un +1° à +2°C sur le sud du Québec, probablement 1.5° à Montréal et donc, on s'attend à des changements de 2° à 3°C. On a déjà fait la moitié du chemin, l'environnement naturel a déjà évolué. Il y a déjà des impacts sur l'environnement bâti, sur l'économie, et etc.

535 Donc ça, c'est un point important. Donc, les températures vont augmenter toutes les saisons, particulièrement en hiver. Les précipitations vont augmenter aussi dans toutes les saisons sauf en été et là, si on ajoute l'évaporation accrue à cause de ces températures chaudes, ça va faire en sorte qu'on va avoir des problèmes, disons qu'on n'aurait peut-être
540 jamais cru avoir au Québec, des problèmes d'approvisionnement en eau de qualité avec naturellement des températures d'eau qui vont être plus chaudes et qui vont donc être plus favorables à davantage de pollution. Donc, on perd cette possibilité de diluer de la pollution et ce qui, donc, va provoquer certains problèmes.

545 Alors, naturellement, il n'y a pas juste la température, les précipitations qui sont affectées, les cycles gel/dégel, on en a parlé tout à l'heure, les extrêmes de température élevée qui vont augmenter, les extrêmes de froid, donc, qui vont diminuer. Donc, certains avantages aux bénéfiques potentiels. L'activation du cycle hydrologique illustrant une certaine tropicalisation du climat de nos étés et donc, parlant d'analogie, je pense que les analogues
550 parlent beaucoup, mais à la blague j'aime bien dire que dans le fond, nos hivers vont

ressembler à ceux de Toronto et puis nos étés vont ressembler peut-être à ceux de Philadelphie ou dans ce coin-là.

555 Alors, ça peut être intéressant d'aller voir comment les gens, comment les intervenants là-bas gèrent ce type de climat et donc, réaliser qu'il y a quand même pas mal de changements qui peuvent se produire dans la faune, dans la flore, dans la façon de construire nos infrastructures, dans la façon de gérer des ressources naturelles et etc.

560 Encore une fois, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est probablement extrêmement... est très important notamment pour tenter d'éliminer la possibilité de voir des changements climatiques trop importants au cours des prochaines décennies. Et malgré, donc, cet objectif de réduire les émissions de gaz à effet de serre, ce qu'il faut bien comprendre, c'est que le climat a déjà commencé à changer et donc, l'adaptation aux changements climatiques devient quelque chose très réaliste, terre à terre, c'est-à-dire 565 d'intégrer que le fait qu'il y a une partie du changement climatique qui est amorcée, on n'a pas le choix, il faut y faire face.

570 En fait dans les faits, soit qu'on pourra s'adapter, se préparer aux changements climatiques qui sont en cours ou encore subir les changements climatiques et plusieurs études, les études de Stern, etc., montrent qu'économiquement même, ce n'est pas juste pour des questions environnementales ou des questions sociales, économiquement, c'est plus rentable de prévenir, de s'adapter que de se faire frapper par des événements qui deviennent plus fréquents.

575 Alors, les impacts des changements climatiques sont déjà en cours, se produisent de façon généralement graduelle et subtile à travers des changements de moyenne, etc., qui selon est peut-être le plus problématique et le plus inquiétant.

580 Naturellement les médias, eux, ont tendance à beaucoup accrocher autour de l'influence des changements climatiques sur la fréquence, l'intensité, la durée des événements extrêmes, c'est ce qui est spectaculaire, c'est ce qui frappe, mais par contre, je vais y revenir,

585 mais l'environnement naturel, lui, ne s'adapte pas juste aux extrêmes, il s'adapte
continuellement à tout ce qu'il voit venir et donc, malheureusement, je trouve que ce que les
médias souvent oublient, c'est le fait que ces changements subtils et graduels de moyenne qui
sont relativement peu perceptibles pour les gens provoquent des transformations subtiles aussi
dans l'environnement naturel qui posent des problèmes.

590 Donc, à Ouranos, on classe souvent les impacts comme des impacts sur
l'environnement naturel, sur l'environnement bâti, sur les activités socioéconomiques. Au
Québec, on pense à l'importance du climat même pour le tourisme allant jusqu'à l'industrie de
l'assurance. Ça me frappe toujours à voir lorsqu'Ouranos fait des colloques ou des
événements, de voir des assureurs dans la salle qui sont là, puis on ne sait jamais trop ce
qu'ils font avec l'information, mais visiblement, donc, ils sont intéressés parce qu'ils sont
impactés.

595 D'autres impacts qui vont sur les impacts pour Montréal pour le transport maritime
jusqu'à la production d'énergie à quelque part aussi. Donc, Montréal qui consomme beaucoup
d'énergie, des impacts sur la demande énergétique, sur la production d'énergie qui est
alimentée vers Montréal. Et naturellement tout ça est inter relié, je veux dire, l'environnement
600 naturel, l'environnement bâti, etc., tout ça est en lien étroit.

605 Donc, comme je disais, j'ai mis peut-être davantage d'emphase sur l'environnement
naturel et donc, le premier constat qu'on peut faire scientifiquement, c'est de constater que
l'environnement naturel est donc impacté par les changements climatiques et pour
l'environnement naturel, il y a certains risques. Donc, si on a des objectifs de verdissement,
c'est clair que les changements climatiques peuvent venir impacter ce qui est déjà en place et
donc, si on veut accroître l'importance des arbres, de la végétation, de la faune des
écosystèmes, etc., il faudra donc inévitablement considérer le fait que le climat est en
610 changement pour s'assurer que tout ça va pouvoir perdurer au cours des prochaines
décennies.

Parce qu'en fait l'environnement naturel, comme je le disais tout à l'heure, s'adapte spontanément aux changements du climat. Ce n'est pas comme l'humain. L'humain s'est adapté au fil des années, au fil des décennies grâce à une hypothèse de base que le climat historique était représentatif du climat futur et donc, on a inventé des normes de construction, on a optimisé nos activités socioéconomiques en fonction de notre expérience climatique historique, on a cartographié des plaines inondables ou d'autres types de régions, de zones à risque de façon à pouvoir aménager les villes correctement et donc, tout ça, est à quelque part à revisiter et la science offre d'ailleurs de plus en plus d'outils concrets utilisables pratiques pour revoir ces hypothèses qui ont été faites dans un climat constant.

Alors, comme je disais, l'environnement naturel, lui, il s'adapte spontanément. Il suit les conditions environnementales et un des constats importants à comprendre, c'est que les écosystèmes peuvent... l'environnement naturel peut partir avec des outils pour s'adapter ou peut ne pas avoir beaucoup d'outils à s'adapter.

Ce que je veux dire par exemple, c'est que si les écosystèmes sont fragmentés, s'ils sont déjà dégradés, s'il y a beaucoup de pression sur cet environnement naturel, s'ils ne sont pas suffisamment protégés, s'il n'y a pas assez de superficie, ils vont devenir inévitablement plus vulnérables et moins résilients face aux changements du climat.

Par contre, s'ils sont interconnectés, mieux protégés, plus on les aide, plus on diminue les pressions entropiques sur ces systèmes-là, ils seront moins vulnérables aux changements climatiques et ils seront plus résilients et on pourra leur donner une chance de s'adapter, d'intégrer ces nouvelles réalités climatiques pour progresser.

Ce qui va faire en sorte qu'inévitablement, la faune, la flore, si on l'imagine de façon... et d'ailleurs la faune et la flore sont très dynamiques et donc, si on imagine le changement climatique se matérialiser, on comprend qu'il y aura des gagnants, des perdants dans les différentes espèces des écosystèmes, etc., et donc, toute la question, le rôle de l'humain dans tout ça, c'est d'utiliser ces outils de façon à diminuer la pression sur ces écosystèmes-là.

645 L'autre point important, parce que là on part sur certains risques des impacts négatifs, etc., c'est qu'il faut bien comprendre que la consolidation du patrimoine naturel, l'environnement naturel offre vraiment beaucoup d'options d'adaptation en lien avec les autres secteurs, l'environnement bâti, des activités socioéconomiques, la santé, la sécurité des populations.

650 Je vous donne quelques exemples ici. On en a déjà parlé. Planter des arbres qui seront donc adaptés au climat des prochaines décennies permet de diminuer les îlots de chaleur urbains qui sont aggravés par les changements climatiques, permet de réduire l'exposition au rayonnement ultra-violet qui avec un climat plus chaud va avoir tendance à envoyer les gens davantage vers l'extérieur, et donc, il y a plusieurs études qui montrent que ce changement de comportement à vouloir aller à l'extérieur en lien avec des températures 655 plus chaudes est presque équivalent en pourcentage à la diminution de la couche d'ozone qu'on a observé au cours des 10, 20, 30 dernières années et donc, il y a des bénéfices aussi là de planter des arbres pour réduire cette exposition-là.

660 On a parlé tout à l'heure des inondations urbaines qui se produisent de plus en plus dans les villes partout au monde, en Amérique du Nord et à Montréal. De plus en plus de gens, en fait, de plus en plus de gens réalisent que ce n'est pas vrai qu'on va déterrer tous les réseaux d'égout, puis on va faire la reconception pour pouvoir s'adapter aux changements climatiques.

665 Ce qu'on réalise, c'est qu'il faut souvent désimperméabiliser les surfaces, avoir moins de surface de stationnement, utiliser la végétation, permettre davantage d'infiltration d'eau dans le sol pour pouvoir compenser, donc, la recrudescence ou l'augmentation de ces événements extrêmes qui provoquent, donc, une surcharge dans les réseaux d'égout qui s'en vont dans les sous-sols, ça, on en parle régulièrement, mais qui s'en vont aussi dans 670 l'environnement naturel via des rejets qui provoquent, qui amplifient des problèmes de qualité de l'eau et qui diminuent l'accès aux plages, ou etc.

675 Donc, on voit ici un exemple où l'environnement naturel, la végétation, etc., amène des solutions pour contrer les changements climatiques et de plus en plus, on réalise que ce ne sont pas les infrastructures qui vont nécessairement être une solution aux problèmes d'infrastructures et donc, il y a une opportunité de verdir tout en apportant des solutions face aux risques climatiques.

680 L'exemple des milieux humides qui jouent un rôle tampon intéressant en lien avec les inondations le long des rivières, qui jouent aussi un rôle intéressant pour la filtration de l'eau, augmenter la qualité de l'eau qui offre donc des services écologiques qui ont une valeur économique, j'y reviendrai tout à l'heure, mais qu'on a d'ailleurs malheureusement la tendance à ne pas inclure quand on fait des analyses économiques coût/bénéfice pour différents projets; donc, c'est important de rajouter cette composante des services écologiques qui sont rendus
685 par les écosystèmes.

 Autre point intéressant aussi, c'est de bien comprendre que dans le fond avec les changements climatiques, il y a aura un déplacement de la biodiversité du nord des États-Unis vers le centre du Québec. Et là, il y a une région densément peuplée dans la vallée du St-Laurent, la région de Montréal et une partie du succès de l'adaptation de la biodiversité à
690 transiter du sud vers le nord va dépendre de la capacité, de la présence d'un environnement naturel qui va favoriser l'inter-connectivité entre les systèmes, entre les habitats, etc., pour permettre cette transition. Donc, un rôle important pour l'adaptation aux changements climatiques.

695 Alors, très rapidement, le rôle de la ville, du Plan de développement, etc., quelques idées ici. Un point important : Assurer la cohérence dans les actions. Il y a beaucoup de politiques, il y a beaucoup d'outils qui sont disponibles et l'un des grands défis, c'est souvent d'avoir une politique qui favorise des décisions allant dans une direction, mais d'avoir une autre
700 politique qui va dans une autre direction et qui permet... en fait, qui nuit finalement à l'adaptation aux changements climatiques.

705 Donc, on parle du PMAD, du Plan Canopée, des plans de développement durable, le plan de chaleur accablante, le plan d'immobilisation, la réglementation autour de l'eau pluviale, etc., donc, s'assurer de l'analyser dans un contexte de bonne gestion des risques climatiques.

710 Aussi l'importance d'assurer un suivi, un monitoring de la biodiversité. Je veux juste donner l'exemple de la forêt, la forêt de pins de Douglas en Colombie-Britannique qui est virtuellement disparue parce que le dendroctone du pin qui a été alimenté par des hivers très chauds a envoyé la forêt là-bas, a détruit essentiellement la forêt de Douglas en Colombie-Britannique et ce qu'on réalise aujourd'hui, c'est parce qu'on n'a pas détecté assez tôt que tout ça s'en venait. Si on avait détecté plus tôt, on aurait pu intervenir et limiter très sérieusement les dommages.

715 Le rôle de la Ville comme un animateur de réseau face à un enjeu qui est quand même assez complexe et souvent inter-relié entre l'environnement naturel et l'environnement bâti des activités socioéconomiques. Encore une fois, je le re-mentionne, confirmer l'importance des écosystèmes naturels et des espaces verts, par exemple dans ces analyses coût/bénéfice qui permettraient de formaliser la valeur des écosystèmes des espaces verts dans le développement des projets.

725 Donc, en conclusion, le changement climatique dans un contexte d'adaptation, c'est un risque significatif pour le patrimoine naturel. On entend beaucoup parler des impacts soudains, mais il faut penser aux évolutions plus subtiles en lien avec les changements de moyenne. Le patrimoine naturel, l'environnement naturel, la végétation, etc., est clairement une opportunité pour l'adaptation dans beaucoup de domaines.

730 Il faudra avoir droit à l'erreur, tout ça est dynamique. Oui, on met des solutions d'adaptation, mais du même coup, on réalise qu'il y a de l'incertitude là-dedans et puis que si c'est l'incertitude qui nous empêche d'agir, on agira probablement jamais.

Oui, il faut mettre des nouvelles initiatives pour favoriser l'adaptation, mais il faut surtout focuser sur l'utilisation des outils existants et s'assurer de leur cohérence.

735 Finalement peut-être en conclusion, selon moi, intégrer les changements climatiques, c'est un petit peu comme intégrer du changement démographique. La démographie change, il y a de l'immigration, vieillissement de la population et on a tendance à l'intégrer dans plein de politiques dans différents gouvernements, dans les municipalités, etc. et donc, la réalité de ce changement climatique, je pense, devrait être intégrée à peu près de la même façon.

740 La pire chose, ce serait probablement de créer un département de l'adaptation aux changements climatiques qui ferait en sorte que tous les autres pourraient ignorer la question de l'adaptation.

745 Merci.

M. JEAN BURTON, président :

750 Merci beaucoup, Monsieur Bourque. J'inviterais maintenant notre quatrième panéliste, monsieur Owen Rose, architecte associé, atelier TAUTEM et président du conseil d'administration du Centre d'écologie urbaine de Montréal.

M. OWEN ROSE :

755 Alors, bonsoir tout le monde. J'ai une présentation qui va se décliner en 3 parties. La première partie je vais jouer le méchant, deuxième partie, je vais parler du Centre d'écologie urbaine de Montréal et la troisième partie, ça va être la récompense avec beaucoup de belles images de rêve de ce qu'on peut faire à Montréal.

760 Alors, la première partie, le Plan de développement de Montréal, la question : Pourquoi le Plan de développement de Montréal?

 Quand j'ai été contacté pour donner cette conférence, au début j'avais refusé parce que j'ai dit, ça fait 10 ans de beaucoup de plans, chartes et politiques à Montréal. La société

765 civile s'active depuis 10 ans avec nos beaux mémoires pour prendre les beaux plans plein de
poésie. Je ne mets pas en doute ces plans-là et ces chartes et ces politiques, c'est de la
poésie, on aime ça, mais pourquoi le Plan de développement de Montréal maintenant quand
on a déjà beaucoup de travail à faire avec ceux qui étaient déjà faits?

770 On a la Politique de l'arbre de Montréal qui date de 2005, on a la Charte montréalaise
des droits et responsabilités, on a le Plan de développement durable de Montréal, on a le Plan
de transport 2008 qu'on adore qui est très peu achevé. Alors, pourquoi un nouveau plan de
poésie? Parce que le Plan est un très bon plan et je sais qu'il y a beaucoup de monde qui
travaille à la Ville de bonne foi pour faire des bons projets, mais on a besoin de plus.

775 Alors là, on a le PMAD qui est mis en œuvre et je suis au comité de suivi du PMAD, je
suis aussi membre du c.a. du Conseil régionale de l'environnement ainsi que le Centre
d'écologie urbaine de Montréal et on se demande tous : Oui, pis? Quand est-ce que ça va se
réaliser ces beaux projets, cette belle poésie?

780 Alors, nous on regarde comment est-ce que ça peut se faire et c'est quoi la valeur de
ce Plan de développement de Montréal? Nous, on veut que ce soit un plan de réalisation, que
ce soit un plan de mis en œuvre, que ce soit un plan d'action.

785 Les idées, on en a; les solutions, on en a. On a beaucoup d'expertises testées depuis
les 10 dernières années, mais maintenant, on a besoin que ça se passe. Alors, on a cinq
points, et ça, je joue mon méchant, pas juste amener ça direct avant de vous présenter
d'autres idées, mais on a vraiment besoin d'un plan de mis en œuvre de tous les plans, chartes
et politiques déjà adoptés depuis 10 ans et que ces actions concrètes se fassent assez vite.

790 On a besoin des indicateurs précis qui nous disent : Là, vos dédoublements de pistes
cyclables, ce n'est pas encore fait, que oui, il n'y a pas encore de tramway à Montréal, que oui,
il n'y a pas encore assez d'arbres plantés annuellement à Montréal. On a besoin de quelque
chose qui frappe, qui dise *hey*, on a du travail à faire.

795

800 Il faut saisir les opportunités et ça, c'est à l'interne de la Ville, les opportunités pour systématiquement revoir nos approches de management, de réfection et d'entretien à Montréal. En 2008, la Ville était fière d'annoncer 401 M\$ pour la réfection de la voirie, 401 M\$ pour remettre le statu quo à neuf. 401 M\$ dans le budget d'opération de la ville de Montréal qu'on aurait pu utiliser autrement pour faire des choses, un des idées, de verdissement, apaisement de la circulation et aussi remplir les nids de poule.

805 On a un plan de développement qui est inclus intégralement dans le nouveau plan d'urbanisme de Montréal. Pourquoi? Parce que le Plan d'urbanisme de Montréal a force de loi. La Plan de développement a force de poésie. Alors, on veut que ce soit intégralement intégré dans un plan qui a force de loi et pas juste que ça flotte dans les beaux mots.

810 Et enfin, à ce moment-ci le PDM avec la Commission Charbonneau sont des occasions pour revoir en profondeur le fonctionnement de la Ville à l'interne pour que ce soit plus transparent, pour que ce soit plus transversal pour que les services se parlent entre eux, pour qu'une coordination se fasse entre le développement durable, la voirie, l'urbanisme, le développement économique, etc. et que ça se connecte avec les citoyens. Alors ça, c'est un plan de développement de Montréal et ça, c'est un plan qui va rêver le monde et qui va réaliser les choses.

815 Maintenant, j'ai joué le méchant, je vais vous parler un petit peu des idées qui peuvent aider à faire un plan de développement de Montréal plus intéressant et qui sont réalisables.

820 Le Centre d'écologie urbaine a beaucoup d'idées. On passe à l'action avec les projets-pilotes et des projets de démonstration et on développe les expertises pour être capable de vous montrer qu'est-ce qu'on peut faire à Montréal et qu'est-ce qu'on fait au Centre d'écologie urbaine depuis déjà 1996.

825 Alors, verdir la ville, en 2005, on fait un autre projet-pilote de toit vert sur un duplex montréalais. On l'a documenté avec les connaissances sur les toits verts dans le contexte sud québécois, les technologies, la faisabilité, la démonstration, comment le faire, avec une mise à

830 jour, avec une dernière publication en 2008 sur les toits verts dans le contexte institutionnel à Montréal. Ça, c'est des documents PDF disponibles sur le site web du Centre d'écologie urbaine, des documents gratuits pour aider la population à davantage verdir la ville avec les toits verts.

835 On a aussi sorti une autre étude scientifique sur notre projet-pilote de toit vert qui donne les résultats scientifiques. Alors, attention aux ingénieurs mécaniques qui cherchent à quantifier les bienfaits des toits verts. On a sorti les bienfaits, le fait que ça réduit la demande de climatisation associée au toit, le fait que ça donne même un apport au chauffage en hiver et aussi que le toit vert a duré deux fois plus longtemps qu'une toiture normale.

840 Alors, les données scientifiques sont là, documentées et encore disponibles sur le site web du Centre d'écologie urbaine.

845 La vigne. Les plantes grimpantes, est-ce que c'est néfaste ou pas? On a détruit les mythes urbains sur les plantes grimpantes en produisant un rapport sur les plantes grimpantes, lesquelles marchent dans quel endroit, lesquelles marchent bien dans notre climat sud québécois. C'est tout un rapport qui documente bien les bienfaits des vignes, les plantes grimpantes, les choses à éviter, les choses à faire, comment les faire, comment est-ce qu'on les taille, comment est-ce qu'on les entretient, tout est là pour verdir la ville.

850 C'est simple. Un pot de vigne, 15 \$, une technologie très très très simple qui aide à beaucoup verdir et climatiser la ville et en même temps, ça crée de la beauté et un sentiment de bien-être en ville.

855 Manger la ville. Ça, c'est sur le projet Culti-vert où on a sorti le document qui parle de l'agriculture urbaine en détail, les technologies disponibles et testées déjà à Montréal, comment les faire, lesquels toits choisir pour que ça marche, pour que ça convienne aux vôtres parce que oui, on a des toits plats à Montréal, mais la Ville de Montréal est chanceuse d'avoir énormément de balcons. Alors, verdissons nos balcons pas chers et après ça, commençons à faire les toits verts et les cours et les rues et les ruelles. Mais les balcons sont une place idéale

pour l'agriculture urbaine et les technologies sont déjà là et ont déjà fait leur preuve et ne sont pas trop chers non plus.

860

Alors, verdir et manger la ville, la terrasse sur le toit du Centre d'écologie urbaine qui est un lieu d'atelier, d'apprentissage, d'apprendre comment verdir nos propres balcons chez nous.

865

Les bénéfices du verdissement urbain, je peux dire les bénéfices de toits verts, les bénéfices de murs végétaux, les bénéfices de cours végétalisées, c'est toujours les mêmes réponses. La climatisation naturelle de la ville. Alors, un effet concret pour contrer les changements climatiques. La gestion des eaux de ruissellement qui est aussi très importante pour la ville. Prolonger la durée de vie des murs et des toitures, accroître l'efficacité énergétique. Alors, réduisons la facture de climatisation d'Hydro-Québec en plein été et même vendre cette électricité aux États-Unis qui en ont besoin.

870

Insonoriser et réduire les nuisances fauniques. Filtrer, parce que toute végétation, les arbres, les toits verts, les murs végétaux, ça filtre l'air, ça nettoie l'air, ça enlève la poussière suspendue dans l'air, aide bien sûr la biodiversité et gênons-nous pas de dire que ça crée la beauté et que la beauté, c'est une bonne chose pour la ville.

875

Alors, maintenant la récompense avec beaucoup d'images de qu'est-ce qu'on peut faire déjà à Montréal, qu'est-ce qui est déjà testé. Alors, conception végétale, pourquoi et comment.

880

À la Ville de Montréal, on sait qu'on regarde beaucoup la réduction des eaux de pluie, le contrôle des eaux de pluie et aussi la réduction des îlots de chaleur. Alors, la végétation est une réponse très facile. Est-ce qu'on met énormément d'argent à agrandir le réseau des égouts ou est-ce qu'on met l'argent à faire infiltrer les eaux sur place et à gérer la température de la ville sur place?

885

890 Alors, ça se traduit en quoi? Le Y des femmes a compris ça au centre-ville. Leur hôtel sur René-Lévesque s'est doté d'un toit vert l'année dernière, un beau toit vert bien vu par toutes les tours de prestige autour. Alors, c'est une valeur ajoutée pour les tours de prestige autour et c'est une valeur ajoutée pour le centre-ville de Montréal.

895 Ville nourricière. Au Palais des congrès, le projet Culti-vert avec son projet d'agriculture urbaine, plus projet de démonstration de cinq technologies de toit vert, plus même la démonstration de la plante grimpante qui monte sur la superstructure pour montrer toute sorte de façon d'aménager la ville avec la verdure pour que chacun puisse choisir à la carte la technologie ou l'approche qui lui convient.

900 La souveraineté alimentaire parce que le plus qu'on est capable de produire chez nous, le moins on a besoin de faire venir par camion, bateau, avion, d'ailleurs. Et aussi la création de la beauté. De chercher les moments où l'on peut créer des choses qui sont belles.

905 Des aménagements comestibles. Encore une photo du Palais des congrès, les arches et les écrans où l'on fait grimper les vignes en été pour que ça rafraîchisse, pour que ça nourrisse, pour que ça crée aussi une intimité et de la beauté. Aussi le fait que sur le toit du Palais des congrès, trois technologies de bac d'agriculture urbaine ont été mises à l'épreuve, plus les cinq technologies des toits verts.

910 Bon voisinage. Les choses très simples. On parle de mettre de quoi sur les toits, mais utilisons les espaces qu'on a déjà au sol pour le bon voisinage. Soit nos jardins devant chez nous ou les jardins communautaires dans nos quartiers centraux et Montréal est reconnue pour ses jardins communautaires à travers l'Amérique.

915 La simplicité et économie. La vigne, la plante grimpante qui ne coûte pas grand-chose. Ça demande un entretien, il faut découper ça autour des fenêtres, il ne faut jamais laisser une vigne pousser sur un poteau électrique parce qu'on ne veut pas que ça grimpe jusqu'au fil, mais la vigne est une façon très simple et très belle, les feuilles tombent en automne et après ça, ça repousse au printemps.

920 Dehors et dedans, la connexion aux 4 saisons, la connexion avec l'extérieur, le monde
vivant autour de nous, c'est une façon de nous connecter au monde vivant et ici sur le toit vert
de Québecor, il y a les sculptures en aluminium pour qu'en hiver quand le toit est à plat parce
que les plantes sont en dormance, le soleil passe à travers pour passer les ombrages qui
animent la toiture tout l'hiver. Alors, valorisation quatre saisons. Hiver, le printemps ça
pousse; l'été, ça pousse grand; l'automne, ça se met au lit et l'hiver, l'ombrage se projette
925 autour.

Alors, aussi un exemple de la création de la beauté avant, après. C'est plus
intéressant d'avoir une belle chose qui se passe après.

930 Accès aux espaces publics de qualité, accès aux terrains de jeux. Ça fait partie des
récompenses pour la densité urbaine. Ça fait partie de la vie en ville et on a des beaux
exemples à Montréal, mais je veux que la beaucoup du quartier international s'étende au
Plateau, s'étende à Ahuntsic, s'étende ailleurs en ville parce que c'est des beaux projets que
l'on veut vivre aussi nous-mêmes dans nos quartiers centraux.

935 Humanisation des espaces et aussi la création des îlots de fraîcheur. Ça, c'est la STM,
garage Legendre juste au nord de la Métropolitaine à côté de Saint-Laurent avec deux types de
toitures vertes et les vignes qui grimpent sur les murs. C'est une zone industrielle, mais ça
n'empêche pas que ce soit humanisé avec la verdure et les vignes et les toits verts et aussi ça
940 combat les îlots de chaleur et ça encourage les employés de se sentir bien avec un service
public de qualité qui est écologique de base en plus.

Humanisation des espaces. Un kiosque de parcs pour la valorisation des parcs avec
un mini-toit vert de démonstration fait avec le bois qui est le cèdre blanc du Québec, alors, un
945 produit national de notre marché local.

L'agriculture locale. Autant on fait de l'agriculture urbaine, on devrait aussi favoriser
nos fermes maraîchères de la région autour de nous et les faire venir vendre leurs produits ici
pour supporter l'économie locale. Ce même kiosque est un kiosque de marché public tous les

950 dimanches l'été et c'est des produits à prix équitable autant pour le fermier que le citoyen en ville.

955 La densité urbaine à l'échelle humaine. Mais on n'a pas besoin de construire des tours et des tours et des tours. On a une densité urbaine incroyable à Montréal. Nos rangées de triplex et de duplex nous donnent une densité semblable à beaucoup de villes en Europe, mais on a un accès démocratique au soleil qui est très intéressant. On a une échelle humaine qui est très intéressante, on a les services de proximité à cause de cette densité et avec les mezzanines et les terrasses sur les toits, c'est une belle façon d'utiliser et ajouter une valeur à cette densité sans que ça nous ombrage trop.

960 Alors, les espaces récréatifs, valeur ajoutée, les terrasses sur les toits, le verdissement sur le toit, l'agriculture urbaine sur le toit et les belles vues sur la ville à partir des toits de trois étages, deux étages.

965 Les nids d'agriculture urbaine. Ça, c'est un projet sur une coop qui s'en vient dans le quartier multimédia. Les petits nids pour que les membres de la coop aient leur place pour faire de l'agriculture parmi les champs de leur toiture. Espace récréatif à valeur ajoutée. Alors, quand on fait ce genre de projets-là, ça ajoute de la valeur au bâtiment, ça ajoute de la valeur à l'expérience vécue. Ça fait que le bâtiment vaut même plus. Alors, c'est une valeur foncière pour la Ville aussi.

970 Quelques éléments connexes parce qu'il faut penser transversalement, mais il faut réduire l'emprise des aires de stationnement pour faire de l'agriculture urbaine, pour faire du verdissement, pour laisser la place aux piétons, pour laisser la place aux cyclistes, pour créer plus d'espaces verts, faciliter des déplacements actifs. La voiture prend beaucoup de place. 975 Le vélo prend beaucoup moins de place que la voiture; alors, regardons comment est-ce qu'on peut donner la place aux piétons et aux cyclistes.

Rue comestible. Transformons nos artères commerciales où on fait nos emplettes à pied avec plaisir et transformons ces rues-là en transport collectif, en piste cyclable, en rue piétonne, en espace d'agriculture urbaine. C'est faisable. Les fraises au Québec poussent

980 facilement, les framboises et toutes sortes d'autres produits, des fines herbes. Ça crée des places publiques agréables, c'est tout à fait faisable et dans nos climats, on est capable de vivre autant l'hiver que l'été sur ces grandes places publiques qu'on aime autant à Montréal.

985 Alors, je reviens à mon méchant. Je veux juste souligner le fait que le plan de Montréal, le Plan de développement de Montréal doit avoir des dents et doit faire de quoi. On sait qu'il y a du monde qui veut faire de quoi. Il faut qu'il y ait un financement qui soutienne ce plan-là et on veut que ça passe des beaux mots vers des belles actions.

Alors, sur ça, je vous remercie beaucoup.

990

M. JEAN BURTON, président :

Alors, merci beaucoup à nos quatre panélistes. Nous allons prendre une pause d'une dizaine de minutes après quoi nous procéderons à la période de questions. À tout à l'heure.

995

PAUSE... REPRISE

M. JEAN BURTON, président :

1000

Alors, Messieurs les panélistes... Alors, pour tous ceux qui veulent poser des questions, vous vous avancez là au micro. Vous vous nommez d'abord pour qu'au niveau de la transcription qu'on sache vous reconnaître. Vous commencez autant que possible par un court préambule parce que je vois que, *oh mon Dieu*, déjà on vient à peine d'appeler...

1005

Donc, je suis aussi informé qu'il y a quand même passablement de personnes-ressources dans cette salle pour vous répondre au niveau de la Ville de Montréal, donc, aussi bien à la table devant que dans la salle, donc, on va essayer autant que possible de trouver des réponses à vos questions.

Monsieur, c'est à vous.

1010 **M. PIERRE BRISSET :**

Oui, bonsoir. Mon nom, c'est Pierre Brisset du Groupe en recherche urbaine. J'aurais un mythe à corriger et puis après, mon commentaire se dirige au docteur Drouin et Owen Rose.

1015

D'abord, quand on parle de vie de structure de 40 ans, 40 ans est défini par la période d'amortissement de la structure et non la vie utile de la structure en béton. C'est très important. C'est comme si votre hypothèque après 20 ans que vous avez payé votre hypothèque, il faut démolir votre maison et la reconstruire. Alors, 40 ans, ce n'est pas vieux pour une structure parce que si c'était vieux, moi, je ne serais pas ici, je serais casé dans les Résidences Soleil. Alors, voilà.

1020

J'ai beaucoup apprécié les commentaires du docteur Drouin et j'ai beaucoup aimé votre présentation, Owen, ça m'a beaucoup donné d'enthousiasme et qu'il y a un avenir dans le verdissement.

1025

Commentaire très rapide au docteur Drouin. On parle beaucoup de moratoire du développement autoroutier à Montréal. Je pense que ça va beaucoup plus loin que juste un moratoire; ça exige un démantèlement aussi d'infrastructures non achevées comme Ville-Marie, Bonaventure, même la 132 dans Longueuil parce qu'il y a la 30 à l'intérieur des terres.

1030

Je crois qu'il faut aller plus loin que juste un moratoire sur le développement autoroutier, mais il faut commencer à considérer comme beaucoup de villes le font, San Francisco, Portland, etc., un programme de démantèlement de réseaux autoroutiers parce que si on veut atteindre l'objectif de réduction de circulation pour améliorer... j'ai adoré vos cartes où vous avez dit : Le centre-ville, c'est vraiment une zone où ce n'est pas les gens qui génèrent la pollution, mais ceux qui y vivent.

1035

1040

Alors, sur ces bons mots, je vous remercie vous deux, et tous vos quatre effectivement, mais je crois que la prochaine étape, ce n'est pas juste dire moratoire, mais commencer un programme de démantèlement.

Merci. Si vous avez des commentaires...

1045

M. JEAN BURTON, président :

C'était un commentaire ou une question?

1050

M. PIERRE BRISSET :

Bien c'est un peu commentaire, mais...

M. JEAN BURTON, président :

1055

En espérant une réponse.

M. PIERRE BRISSET :

Oui, voilà.

1060

M. JEAN BURTON, président :

Quelqu'un veut renchérir? Appuyer? Oui, Monsieur Rose?

1065

M. OWEN ROSE :

Mais ce que je trouve intéressant, c'est qu'on se dit toujours que le Québec est pauvre, mais on va dépenser 3 G\$ sur l'échangeur Turcot, qu'on va dépenser des centaines de millions

1070

de dollars sur l'autoroute Notre-Dame, sur l'autoroute 19, qu'on va dépenser sur le pont Champlain...

1075

Le Québec n'est pas pauvre, on dépense mal notre argent et 3 G\$, ça achète pas mal de tramway, ça achète pas mal de transport collectif. Alors, c'est juste une question de revoir nos priorités et l'idée des autoroutes quand on voit la démonstration scientifique et si bien faite en disant qu'il faut qu'on mise sur une densité à échelle humaine pour qu'on marche, pour qu'on prenne les vélos et les transports collectifs, l'autoroute et les ponts ne sont pas l'avenue du 21^e siècle et on va arriver d'une façon ou d'une autre, mais ça, c'est l'avis du Centre d'écologie urbaine, du Conseil régional de l'environnement, de Mobilisation Turcot, d'énormément, énormément de groupes, y compris Santé publique qui peut peut-être renchérir là-dessus.

1080

M. LOUIS DROUIN :

1085

Bien, on voulait y aller étape par étape parce qu'on trouvait qu'actuellement, on a beaucoup de projets malheureusement qui vont dans le sens contraire au niveau des capacités routières vers Montréal. On a eu la 25 en 2005. Du côté de l'échangeur Turcot, on n'est pas contre la reconstruction de l'échangeur parce qu'il y avait une question de sécurité, et ça, c'est très clair, mais c'était le type de projet.

1090

Moi ce que je retiens toujours dans Turcot, c'est que la capacité routière augmente, 316 000 véhicules par jour vers 280 000 actuellement. Donc, c'est une augmentation de capacité, puis cette circulation-là, ce qui nous préoccupe, va en partie dans les quartiers centraux de Montréal où les gens sont impactés, c'est ce qu'on a voulu démontrer, puis ce que les gens nous disent : «On veut le contraire. On veut plutôt une réduction des volumes dans les quartiers centraux.»

1095

L'autre chose qui nous préoccupe, puis c'est vraiment en connexion avec Turcot, c'est Champlain où encore là, on passe de cinq voies à six voies. Et on va être obligé de passer de deux voies à trois voies de chaque bord du côté de la 15 en sortant de Champlain du côté

1100 d'Atwater. Encore là, bon, on a demandé une évaluation de l'impact sur l'augmentation des volumes de circulation en direction de Montréal par ce nouveau projet, et je pense que c'est important.

1105 Nous, on pense qu'il faut faire le contraire. C'est que si vous voulez que les gens fassent le fameux *shift* modal sur le transport en commun, il faut d'abord privilégier un service de transport en commun efficace, rapide, peu coûteux et les gens vont le prendre. Si la personne s'aperçoit que pour aller travailler, c'est 30 minutes en transport en commun, puis 50 minutes en auto, ils vont prendre le transport en commun.

1110 C'est aussi simple que ça. C'est ce que les économistes des HEC nous disent. Il faut rendre le produit attrayant, rapide, c'est le principal déterminant. Et surtout là où il y a beaucoup de monde qui y vive.

1115 Donc, pour nous, c'est très clair. Pour ramener le *shift* modal, il faut privilégier davantage des projets structurants à haute capacité de transport en commun implantés d'abord et avant tout là où il y a du monde, donc, des usagers. Puis si vous voyez le graphique sur la densité, vous avez 2.2 millions de personnes qui vivent à moins de 15 kilomètres des principaux pôles d'emploi. C'est d'abord là qu'il faut structurer le système de transport en commun plutôt que des trains qui vont pas mal loin en couronne et qui à notre avis va
1120 privilégier davantage l'étalement urbain. Ce n'est pas rentable économiquement.

M. PIERRE BRISSET :

1125 Je vous remercie beaucoup et juste un dernier commentaire, c'est que quand on parle de réfection des infrastructures routières, on parle d'environ 40 G\$ dans 10 ans. Ça, c'est beaucoup d'argent si c'était retranché et redistribué équitablement sur les transports en commun.

1130 Je vous remercie et je vous souhaite bonne fin de congrès.

M. JEAN BURTON, président :

Merci beaucoup. Madame?

1135 **Mme SYLVIE BIBEAU :**

Sylvie Bibeau, directrice du comité ZIP Jacques-Cartier. ZIP pour Zone d'Intervention Prioritaire sur le fleuve St-Laurent.

1140 Alors, dans ce PMAD, on a l'impression que le fleuve n'est qu'un accessoire visuel pour Montréal, mais pourtant, il a un rôle important qu'on oublie de prendre en compte. Il est la source d'eau potable pour tous les Montréalais. Il est aussi le réceptacle des eaux usées et pluviales.

1145 Alors pour moi, la question du panel aurait dû être plutôt : Quelles sont les opportunités que doit saisir Montréal pour devenir une ville plus verte et plus bleue? Et planifier son adaptation aux changements climatiques. Parce que selon les études récentes sur les impacts des changements climatiques, sur les niveaux d'eau du fleuve, Montréal perdra un mètre d'eau sous le zéro des cartes sur une période de près de huit mois par année d'ici 40
1150 ans. Déjà on observe cet impact. Certaines années, on peut observer que ça peut durer aussi pendant quelques mois cette perte d'eau dans le fleuve.

1155 Alors, durant cette période de bas niveau d'eau, certains émissaires d'ouvrage de débordement se retrouvent près d'être en immersion. Dans ce PMAD, on ne parle pas des impacts des changements climatiques sur le fleuve. Donc, une priorité, ça ne l'est pas. Selon vous, quelle devrait être la place du fleuve dans l'adaptation aux changements climatiques pour Montréal? Et quelle orientation prioritaire devrait paraître dans ce PDM?

M. JEAN BURTON, président :

1160

Qui veut répondre à ça en premier? Quelqu'un veut répondre en premier? Monsieur Bourque peut-être?

M. ALAIN BOURQUE :

1165

En fait, c'est une bonne question. Malheureusement, en tout cas parlant Ouranos, on a beaucoup travaillé au cours des 10 dernières années sur différents bassins versants; on a eu tendance à travailler sur des bassins versants où il y avait seulement un ou deux usagers historiquement, donc, souvent des bassins versants dans le Grand Nord d'Hydro-Québec, etc., qui ont des questions économiques importantes, on le comprend. Ensuite, on est allé de plus en plus vers les bassins versants ruraux du sud du Québec, la Saint-François ou... en tout cas, plein de bassins versants du sud du Québec.

1170

Et enfin, on commence à étudier... vous avez mentionné le fameux chiffre de 1 mètre de diminution du niveau d'eau. Honnêtement, beaucoup de scientifiques commencent à être un peu gênés de ce chiffre-là puisque l'étude date d'à peu près 10 ans; elle utilise des simulateurs climatiques d'une vieille génération, donc, nous, on ne recommande pas de mettre trop de poids à ce fameux un mètre-là.

1175

Mme SYLVIE BIBEAU :

1180

Mais je peux vous revenir là-dessus parce que lors des Rendez-vous Saint-Laurent au mois de mars, les chercheurs étaient tous là, même vos chercheurs d'Ouranos, et on m'a encore confirmé ce chiffre-là. Alors...

1185

M. ALAIN BOURQUE :

En fait, c'est le scénario le plus extrême. Probablement que...

1190 **Mme SYLVIE BIBEAU :**

Ce n'est même pas le plus extrême. Il y en a deux qui sont dans la réalité et celui-là, il en fait partie.

1195 **M. ALAIN BOURQUE :**

1200 Juste avant de venir ici en fait, nous étions en préparation à développer une proposition de recherche assez importante pour justement mettre à jour ces chiffres-là et peut-être passer davantage d'un mode d'analyse des impacts, parce qu'il y a un peu de travail qui a été fait sur l'analyse des impacts, mais aussi sur le développement de solutions d'adaptation parce que là, je pense qu'à date, on a toujours été dans les études exploratoires sur les impacts. Là, on veut s'en aller davantage vers les options d'adaptation et puis en fait, on peut en pleurer ou on peut en bénéficier, mais effectivement depuis les 15 dernières années, on a eu amplement d'exemples du genre d'impacts qui pouvaient se produire et quel genre d'adaptation et quel genre de mal adaptation qui se sont produits.

1205 J'ai appris en fait il y a quelques jours dans le cadre du développement de cette proposition-là qu'il y en a qui vont au Canadian Tire qui vont acheter des grands tapis verts artificiels roulants, puis qui déroulent ça sur le bord de l'eau pour remplacer le gazon. Alors, est-ce que c'est le genre d'adaptation qu'on veut avoir?

1210 **Mme SYLVIE BIBEAU :**

1215 Mais pour revenir à ma question, selon vous, quelle devrait être la place du fleuve dans l'adaptation aux changements climatiques pour Montréal et quelle orientation prioritaire devrait paraître dans le PDM?

M. OWEN ROSE :

1220 Je vais répondre avec les connaissances que j'ai au nom du Centre d'écologie urbaine. Dès 2005 quand on a sorti notre première publication sur les toits verts, on est allé voir l'usine d'épuration des eaux à l'est de l'île de Montréal pour apprendre qu'à chaque orage pendant la saison estivale, il y a des surverses d'eau non traitée direct dans le fleuve à l'est de l'île et que l'objectif de comprendre combien de surverses qui arrivent annuellement, il y en a beaucoup.

1225 Alors, ce n'est pas toute l'eau de la Ville de Montréal qui est traitée avant que ça entre dans le fleuve Saint-Laurent, avant que ce soit bu par toutes les villes en aval plus loin; que les toits verts, l'imperméabilisation des sols, toute forme de traiter les eaux sur place évitent les surverses d'eau sale qui contaminent le fleuve Saint-Laurent.

1230 Et avec les changements climatiques, il y aura de plus en plus d'épisodes de pluie forte; alors, le plus qu'on est capable de traiter ces eaux sur site avec les toits verts et les autres stratégies de verdissement, le moins que ça va affecter le fleuve Saint-Laurent.

1235 Alors ça, c'est la réponse par rapports aux expertises que j'ai malgré la sensibilité que j'ai par rapport à tous les autres usages possibles et mises en valeur des berges de l'île de Montréal et l'accessibilité à l'eau du fleuve.

Mme SYLVIE BIBEAU :

1240 Mais depuis deux ans avec la station d'épuration des eaux usées, on travaille à identifier les ouvrages de débordement à risque d'immersion parce qu'on l'observe ces dernières années. Alors, pour moi, c'est une priorité dans ce PDM, mais on ne le voit pas du tout. Les impacts des changements climatiques sur le fleuve St-Laurent et le fleuve Saint-Laurent est très important pour Montréal.

1245

Alors, je crois qu'on a un gros travail à faire en tant qu'organisation pour que ce problème apparaisse dans le PDM et qu'on y investisse de l'argent pour s'adapter à ces changements climatiques.

1250

M. JEAN BURTON, président :

Merci, Madame, une position que vous pourriez certainement nous faire parvenir dans un beau mémoire pour le mois de septembre.

1255

M. LOUIS DROUIN :

Mais ce que j'aimerais rajouter...

1260

M. JEAN BURTON, président :

Ah, excusez-moi, Monsieur Drouin.

M. LOUIS DROUIN :

1265

Elle a raison parce que quand le service de l'eau de la Ville de Montréal publie l'indice quoi l'eau sur la qualité de l'eau, on s'aperçoit toujours quand il y a des bonnes pluies, il y a une détérioration de la qualité microbiologique de l'eau ce qui signe des surverses.

1270

Donc, c'est évident qu'il faut augmenter la capacité de traitement des eaux usées à l'usine surtout en pluies diluviennes qui sont de plus en plus importantes. Ce n'est pas un problème spécifique à Montréal, c'est à peu près partout en province sur l'efficacité du traitement des eaux usées.

1275

L'autre élément aussi qui peut être problématique, je ne connais pas l'idée du un mètre, mais en tout cas, ça va être un mètre ou .5 mètre, mais c'est les prises d'eau potable qu'il va

falloir regarder parce que si le niveau du fleuve diminue, on peut se poser la question si la prise est à la bonne place. Ça, c'est une question qui devrait préoccuper les planificateurs.

1280 Je ne suis pas l'expert là-dessus, mais j'avais déjà lu une publication sur la localisation des prises d'eau potable, peut-être Alain...

M. ALAIN BOURQUE :

1285 Enfin, tout ça est assez complexe aussi parce qu'il faut se rappeler que tout ça est lié aussi avec la gestion du système Grands Lacs / Saint-Laurent via...

M. LOUIS DROUIN :

1290 Les niveaux d'eau.

M. ALAIN BOURQUE :

1295 Et donc, l'approvisionnement en eau potable est un des trois enjeux prioritaires avec le transport maritime, la production d'énergie et puis on a rajouté d'autres critères comme les aspects environnementaux, etc.

1300 Et donc, en théorie, on prend des décisions d'ouvrir les vannes au bon moment si on est pour atteindre des seuils critiques. C'est sûr qu'avec les changements climatiques, il va y avoir des pressions pour que peut-être ça devienne un petit peu moins faisable dans certaines situations extrêmes notamment en réalisant que naturellement les gens des Grands Lacs auront aussi des problèmes d'apport en eau.

Alors là, il pourrait éventuellement à terme y avoir des enjeux de choix.

1305 **Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :**

1310 À votre connaissance et même à la connaissance des gens de la Ville, est-ce qu'il y a présentement une table ou un chantier en cours qui réunit à la fois experts dans les domaines, planificateurs, décideurs, pour étudier ces questions-là ou si chacun le fait un petit peu de son côté selon son expertise?

M. ALAIN BOURQUE :

1315 En lien avec le Saint-Laurent?

Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :

Oui, en lien avec les problèmes dont on parle.

1320 **M. ALAIN BOURQUE :**

1325 Ce qui est arrivé, c'est que lors de la révision des critères de la commission mixte internationale, il y a eu beaucoup d'études qui ont été financées 2000-2005 pour justement évaluer tout ça et puis là, il y a eu beaucoup moins de travail qui a été fait par la suite.

D'ailleurs, c'est intéressant parce que suite aux études, il n'y a pas vraiment eu de décision de révision des critères. On parle récemment de revoir tout ça.

1330 Nous, à Ouranos, vraiment on essaie au cours des prochains mois, des prochaines années de raviver ces études-là et présentement, on est en plein développement d'une proposition qui regarderait l'impact des fluctuations de niveau d'eau sur le... espérons-le, sur le transport maritime, sur l'approvisionnement en eau potable, sur le tourisme, sur les activités de récréations, et etc. On a quelques choses comme huit, neuf thématiques.

1335 Mais bon, ce n'est pas simple. Il y a beaucoup de joueurs, il y a beaucoup d'acteurs, chaque thématique comme vous le dites est un peu un environnement d'acteurs et de

chercheurs en soi et donc, c'est un de nos rôles à Ouranos d'essayer de coordonner et de regrouper chercheurs, utilisateurs pour analyser ces données-là.

1340 **M. OWEN ROSE :**

1345 Mais je peux juste renchérir. Quand je mentionne qu'on cherche plus de transversalités à la Ville de Montréal, on aimerait ça plus de transversalité et de transparence pour que les services à la Ville, parce qu'il y en a beaucoup, il y a un service qui traite la gestion des eaux de pluie, il y a un service qui traite le développement durable, un service qui traite l'urbanisme, un service qui traite la voirie, un service qui traite, qui traite, qui traite, mais ça ne veut pas dire qu'ils se parlent entre eux.

1350 Et il y a des intelligences et des connaissances incroyables à l'intérieur de la Ville, mais ce n'est pas nécessairement partagé. Alors, comment est-ce qu'on peut créer les occasions de partage interne, mais aussi les occasions d'ouverture vers les experts de la société civile pour qu'ils aient confiance de nous écouter et discuter avec nous par rapport aux politiques et plans et aux idées pour qu'il y ait une cohérence?

1355 Et ça, c'est un grand enjeu que l'on constate à l'extérieur de la Ville de Montréal.

M. JEAN BURTON, président :

Monsieur?

1360 **M. ROBERT HAJALY :**

My name is Robert Hajaly. I'm a resident of western downtown. I have a question about green spaces.

1365 We have a problem with green spaces in our area. It may be shared by other parts of the central part of Montreal, which is that every site that has come on the market or that might have

1370 been available to be created into a green space in our area, and there's been several in the last few years, as been allowed by the City to being taken over by condo developers for condo developments.

1375 Most of these sites were originally institutional in character and the most famous one, it's worth mentioning, I think, on it's own, is *Marianopolis College*, which was previously, I think, the *Collège de philosophie of the Sulpician Order*. This was a building located in quite a large green space, the size of a quite sizeable park. And although it was part of *Marianopolis College*, people were allowed to use it. You know, people were allowed to just walk through it and so one and so forth. And what the City permitted a developer to do was to enclose the whole park and create a gated community, which is really unprecedented in Montreal.

1380 So we've come to the point that virtually all the places that might have been, all the spaces that might have been available to be transformed into green spaces, have been taken up by condos. One of the reasons given for this by the City is, of course, to create more density. Although, in fact, in my view, the real motive or the stronger motive is really to expand the tax base of the City.

1385 So my question then is this. Do you have any ideas, and I put this to anyone, about how creating more density might be reconciled with preserving a certain number of green spaces in the central parts of the city? Because we're really in danger of running out of any green space at the rate things are going.

1390 **M. JEAN BURTON, président:**

Quelqu'un veut se porter volontaire pour commencer ? C'est le conflit dont plusieurs ont parlé, de la disponibilité de l'espace et est-ce qu'on en fait de l'espace vert, est-ce qu'on en fait.

1395 **M. OWEN ROSE:**

1400 Moi, j'ai toute une présentation sur la densité urbaine à échelle humaine qui traite exactement ça, les récompenses qu'on devrait exiger pour la densité urbaine et que ça traite le fait que c'est quoi la densité qu'on cherche et c'est quoi la définition de la densité ou la haute densité, parce qu'on oublie que le Plateau est un des quartiers les plus densément peuplés en Amérique, mais il y a très peu de tours d'habitation, mais ça donne une densité très agréable. Alors c'est une question de définir la densité et de, en augmentant la taxe foncière de cette densité-là, d'exiger les récompenses pour la densité qui est les équipements de qualité, les parcs, et cetera.

1405 Alors, vous faites de très bons constats, et Griffintown en est un bel exemple aussi, alors qui est un exemple flagrant de comment on peut mal gérer l'aménagement des parcs et des services publics dans un quartier que l'on voyait venir depuis très longtemps.

1410 **M. JEAN BURTON, président:**

 Monsieur Rose, dans votre vocabulaire, *récompenses*, c'est l'équivalent de *compensations*?

1415 **M. OWEN ROSE:**

 L'équivalent de donner aux citoyens les services et les équipements de qualité. Alors récompenser la densité, on n'est pas là pour être entassés tous ensemble comme les sardines, mais avoir les espaces publics et les services de qualité qui récompensent, et ça comprend beaucoup de verdissement aussi.

1420 **M. JEAN BURTON, président:**

 O.K. Monsieur Drouin, vous vouliez dire quelque chose ? Pardon, monsieur Duchemin?

1425 **M. ÉRIC DUCHEMIN:**

1430 Moi, j'irais dans le même sens que Owen. Il faut densifier, oui, mais il faut densifier pour
après ça créer un milieu de vie. Et pour ça, il faut mettre en place des objectifs, il faut mettre en
place des façons de faire. Lorsque des bâtiments sont construits, des condos, entre autres, ou
1435 autres bâtiments à logements, il y a une superficie qui est censée être mise en espace vert, ou il y
a une pénalité. À mon sens, il ne devrait pas avoir pénalité, on devrait avoir un pourcentage en
espace vert. Malheureusement, ces espaces verts-là souvent sont au centre des bâtiments. À
mon sens, ça ne devrait pas être reconnu. On dit : « Oui, oui, c'est public, c'est ouvert, vous
pouvez passer. » Le problème, c'est qu'on se ramasse dans une cour intérieure. Donc, les
1435 citoyens ne le font pas et, à mon sens, ça ne doit pas avoir lieu.

 Par ailleurs, moi, personnellement, j'ai vu des cas, par exemple, dans le quartier Pointe-
Saint-Charles, des condos sont mis en place et l'argument de vente, c'était : « Il y a un jardin
1440 communautaire juste à côté, à 50 mètres à pied. Donc, vraiment, juste à côté. Vous pouvez en
profiter. » Un, non, c'est pas vrai, parce qu'il y a des réglementations pour avoir accès à ces
jardins communautaires-là, mais peut-être qu'un propriétaire comme ça devrait financer des
projets d'agriculture urbaine si, effectivement, il veut que ces gens, il devrait en faire. Donc, on
devrait forcer quelque part les nouveaux développeurs à financer les espaces verts.

1445 Il nous reste beaucoup d'espaces résiduels qu'on peut utiliser en ville. Il faut seulement
avoir les idées et avoir quelque part la volonté politique de le faire, et, effectivement, on voit
tranquillement et on voit dans les quartiers disparaître ce qu'on appelle « les dents creuses » ou
les petites friches, les petits espaces qui étaient pas construits, comme le prix de l'achat des
terrains est tellement cher que, bien entendu, les condos qui se construisent se construisent du
1450 trottoir jusqu'à l'autre voisin.

 Donc, il y a plus de cour arrière et il y a même plus de petits espaces devant les *buildings*.
Je trouve un peu aberrant qu'on permette des nouveaux bâtiments de se construire directement
aux trottoirs. Ça veut dire aussi pas de balcons. Parce qu'on peut pas avoir un balcon. Donc, je
1455 pense qu'il y a des réglementations comme ça dans le Plan d'urbanisme qui devraient être mises
en place pour éviter, pour créer ces espaces-là.

M. JEAN BURTON, président:

1460

Monsieur Bourque?

M. ALAIN BOURQUE:

1465 Je connais pas spécifiquement ce projet-là, mais je pense ça fait référence aussi au point
que je mentionnais que lorsqu'on développe des projets ou on fait des activités, normalement on
fait une forme d'analyse coûts-bénéfices, une genre d'équation pour tenter de déterminer les gains
versus les pertes. Et mon impression, c'est que, notamment, ce cas-là illustre le fait qu'il y a des
1470 pertes pour tous ces usagers qui utilisent cet espace vert là ou qui pourraient l'utiliser et ils ne sont
pas nécessairement calculés dans l'équation. Donc, on compile certains bénéfices et on oublie
d'autres coûts qui fait en sorte que ça nous amène à des conclusions qui sont peut-être pas les
bonne conclusions à avoir.

M. JEAN BURTON, président:

1475 Monsieur Drouin?

M. LOUIS DROUIN:

1480 Un espace vert, c'est toujours extrêmement intéressant pour la santé de la population, on
le sait. D'ailleurs, celui qui a poussé beaucoup les espaces verts dans des milieux denses, c'est
monsieur Homestead, parc Homestead, Central Park à New York, puis on faisait ça pour une
question de santé publique à l'époque, pour la qualité de l'air, l'amélioration.

1485 Moi, je pense qu'il faut prévoir peut-être dans ce qui va venir après le Plan de
développement, c'est les règlements d'urbanisme à l'échelle locale, puis de fixer des cibles
d'espaces de verdissement dans les quartiers montréalais. Me semble qu'on pourrait même
définir des cibles quantifiables à atteindre.

1490 L'autre élément, c'est qu'on peut verdir l'espace public, mais j'ai en mémoire un
quartier 21 qu'on a visité, qui est dans le quartier Centre-Sud, où il y a des groupes
communautaires qui réussissent à verdir des espaces privés de stationnement, des

stationnements qui sont donnés aux groupes communautaires, sous forme de contrat, et on les verdit puis on a beaucoup de projets actuellement en émergence.

1495 Donc, moi je pense que dans votre quartier, écoutez, continuez vos représentations parce que je pense que le vert, c'est extrêmement intéressant pour nos familles.

M. JEAN BURTON, président :

1500 Monsieur?

M. BASTIEN GUÉRARD :

1505 Bonjour. Bastien Guérard de Aqua Climax. Je viens faire un commentaire et poser une question. Toutes vos interventions étaient liées à l'eau, que ce soit pour la santé publique, réduire les îlots de chaleur, l'agriculture urbaine, la gestion des risques climatiques ou l'architecture verte.

1510 Je voudrais savoir si..., bien premièrement, peut-être que vous ne connaissez pas l'empreinte de l'eau qui a été développée par l'Unesco-IHE qui, contrairement à l'empreinte carbone, a une reconnaissance scientifique, si vous pensez considérer l'empreinte de l'eau comme outil pour faire des choix de développement urbain? À cause que je pense que ce serait intéressant de considérer notre empreinte de l'eau dans notre aménagement, que ce soit pour réduire les îlots de chaleur, l'agriculture urbaine ou valoriser l'architecture verte.

1515 Et je pense que Montréal aurait le devoir de prendre le leadership là-dessus à cause que comme on parlait, la réduction de l'eau dans le fleuve Saint-Laurent, si on prend le leadership sur réduire notre empreinte de l'eau, ben, on va prêcher par l'exemple pour les autres villes qui sont en amont. Alors, je pense que ce serait important de considérer l'empreinte de l'eau dans un plan de développement.

1520

Alors, qu'est-ce que vous pensez de ça? Merci.

M. JEAN BURTON, président :

1525 Oui, Monsieur Duchemin?

M. ÉRIC DUCHEMIN :

Lorsque tu parles de l'empreinte de l'eau, c'est la quantité d'eau utilisée ou c'est...

1530

M. BASTIEN GUÉRARD :

Non. L'empreinte de l'eau, peut-être vous expliquer, l'empreinte de l'eau, on peut faire l'empreinte de l'eau pour un produit. C'est la quantité d'eau nécessaire pour produire un bien ou un service et ça calcule l'empreinte, l'eau verte du sous-sol et de la pluie, l'eau bleue qui est tout ce qui est tout ce qui est d'eau de surface ou eau souterraine intégrée et l'eau grise, c'est la quantité d'eau nécessaire pour tuer la pollution qu'on a générée.

1535

Alors, je pense que... et on peut l'appliquer pour un produit, mais aussi, on peut l'appliquer pour une zone géographique. Alors, ça pourrait être intéressant pour le développement urbain.

1540

M. ÉRIC DUCHEMIN :

Mais je pense que chacune de nos présentations, on a bien précisé que l'eau était vraiment un enjeu et que le verdissement ou l'agriculture urbaine servaient souvent à empêcher de perdre de l'eau. Le défi aussi de l'utilisation de l'eau, d'où provient cette eau-là, donc, une meilleure récupération pour l'utilisation dans un cycle le plus fermé possible et que là, on pourrait se pencher sur les problèmes de bâtiment.

1545

1550

On ne peut pas détourner les drains centraux des bâtiments à Montréal pour mettre dans des réservoirs. Enfin, on peut le faire à nos risques et périls, mais ça ne fait pas partie des règlements, la Régie du bâtiment ne le permet pas.

1555 Donc, il y a des choses à faire pour essayer de réussir tranquillement. Il y a des exemples qui existent de certaines villes où il y a une forte récupération d'eau de ruissellement. Il y a un cas, j'allais dire la Société du Havre, mais ce n'est pas ça, mais je pense que c'est Le Havre que ça s'appelle, le développement le long du canal Lachine où ils remettent en état les bassins pour vraiment essayer de récupérer les eaux de ruissellement, les traiter avant qu'elles repartent après ça dans le canal Lachine.

1560 Ça a été une grosse bataille par les architectes pour le faire. On parlait des déversements tantôt, les déversements sont dans le canal Lachine entre autres et je peux vous dire que quand il y a une forte pluie, il ne faut pas trop se promener au-dessus du canal Lachine. Donc, il y a des façons de faire, je pense, il y a des choses et c'est en cours. C'est là et tranquillement, on va le développer.

M. BASTIEN GUÉRARD :

1570 Oui, mais l'empreinte de l'eau justement, ça pourrait être un outil justement pour fédérer un peu tous les différents projets, les différentes initiatives pour faire des choix judicieux.

M. OWEN ROSE :

1575 C'est intéressant parce qu'on a ce genre de conversation quand on regarde les projets de verdissement et on pose la question : Est-ce qu'on utilise l'eau potable de la ville de Montréal pour le projet de verdissement ou est-ce qu'on choisit le paysage, les plantes, l'aménagement pour qu'on utilise le peu que possible l'eau potable de la ville et on vit, on travaille avec ces plantes rustiques capables de survivre dans une période de sécheresse?

1580

1585 L’empreinte de l’eau, c’est comme l’énergie intrinsèque des produits, alors, même chose, mais c’est la première fois que j’entends le terme «l’empreinte de l’eau», mais c’est très intéressant et même dans nos projets de verdissement, on pose des questions : Est-ce que c’est l’eau potable de la ville qu’on utilise ou est-ce qu’on est capable d’être autonome et même récupérer les eaux sur place pour qu’on soit capable d’arroser nos propres aménagements sans dépendre des eaux potables de la Ville de Montréal?

Alors, c’est une très bonne question.

1590 **M. BASTIEN GUÉRARD :**

1595 Et l’empreinte de l’eau pourrait permettre de justement distinguer entre l’eau verte et l’eau bleue, l’eau de pluie qu’on utilise pour arroser tantôt que l’eau bleue, c’est de l’eau qu’on prendrait de nos systèmes.

1600 Alors, je pense que c’est quelque chose à regarder. Je sais que la ville de Tokyo manque d’eau, puis ils se sont aperçus que s’ils récupéraient toute l’eau de pluie qui tombe sur la ville, ben, *bingo!* Il n’y aura plus de problème d’eau. Alors, je pense que ce serait intéressant de regarder cette avenue-là.

M. JEAN BURTON, président :

1605 Vous pourriez, s’il vous plaît, nous fournir des références à la Commission sur cette approche méthodologique?

M. BASTIEN GUÉRARD :

Avec plaisir. Oui, oui, sans problème.

1610 **M. JEAN BURTON, président :**

Merci.

M. BASTIEN GUÉRARD :

1615

Merci. Au revoir.

M. JEAN BURTON, président :

1620

Monsieur?

M. PIERRE BÉLEC :

1625

Bonsoir. Pierre Bélec de Soverdi. Alors, c'est un peu à l'invitation de madame Roy que je viens au micro pour soulever un point qui pourra susciter peut-être des réactions effectivement de la part des gens du panel que j'ai beaucoup aimé écouter et j'ai appris beaucoup de choses.

1630

Au cours des trois dernières années avec la Ville, Soverdi a travaillé l'élaboration du plan d'action Canopée. Le plan d'action Canopée, c'est une étude exhaustive de la canopée de Montréal puisque tous les arbres, enfin tous les groupements d'arbres ont été identifiés; c'est-à-dire qu'on sait très exactement quelle est la canopée à chacun des endroits de la ville

1635

Et la conclusion de ce plan, c'est l'affirmation suivante : On doit planter beaucoup plus massivement à l'extérieur du domaine public municipal que sur le domaine municipal lui-même, les objectifs étant sur 300 000 arbres, 120 000, domaine public municipal et 180 000, domaine extra-municipal, c'est-à-dire privé, résidentiel, commercial, industriel et institutionnel.

1640

Alors, mon intervention précise, c'est pour essayer de susciter une prise de conscience. Je lis les textes qui viennent de l'Office, qui viennent d'ailleurs, des interventions et ce que j'entends, c'est un vocabulaire ou des phrasés qui parlent de verdissement et puis on glisse vers l'espace vert et finalement on comprend que c'est des arbres qu'on devrait planter

sur le domaine public. Quand on parle des parcs, quand on parle des espaces verts, c'est le domaine public.

1645 Or, le problème n'est pas là. Il est à l'extérieur du domaine public principalement en tout cas. Et j'ai l'impression que culturellement, on reproduit tous le même langage qui est au fond celui de la pratique francophone de l'est de Montréal. «C'est la ville qui plante des arbres, ce n'est pas moi.» Je ne sais pas si vous me saisissez, mais si on veut faire passer le message qu'on veut insister les gens à planter des arbres dans leur cour, il faut être ben plus
1650 clair que ça dans ce qu'on dit.

J'ai terminé.

M. JEAN BURTON, président :

1655 Des réactions? Je n'ai pas eu l'impression que vous plantiez des arbres dans le domaine public dans vos interventions.

M. ÉRIC DUCHEMIN :

1660 Moi, je dirais qu'effectivement, il faut s'accaparer le domaine privé et je dirais qu'il faut toujours penser que c'est un milieu de vie où les gens vivent et que les arbres, c'est du long terme, ça construit et si on veut mobiliser les gens à planter, et moi, je le vois alentour de chez moi, si vous leur dites : «Plantez des poiriers. Plantez des pommiers. Plantez des choses.»,
1665 ça se fait. Lorsqu'on arrive à vouloir planter des arbres qui deviennent matures et après ça bien entendu, il y a des règlements, il y a la politique de l'arbre qui défend ces arbres-là parce qu'il faut les conserver et les gens ne veulent pas parce qu'ils ont trop peur et ils n'ont pas l'impression que c'est utile, ils ont l'impression que ça fait trop d'ombre.

1670 Est-ce que ça, c'est juste le lien entre faire du verdissement, faire de la canopée? Quand je parle avec les individus, les gens finissent par dire : «Ben oui, mais j'aimerais aussi avoir du soleil, conserver un espace.» Donc, il faut réussir à planter des arbres qui vont dire : «Ça va me faire de l'ombre, mais pour moi, ça porte une utilité.»

1675 Et je pense que c'est ce contexte-là. Et il n'y a pas de discussion, j'ai fait partir du comité sur la stratégie du verdissement de la Ville de Montréal qui n'a pas eu lieu et quand je suis arrivé, on parlait d'îlot de chaleur, on ne parlait même pas d'agriculture urbaine, on ne parlait pas de planter des arbres fruitiers. On parlait de verdissement et on est encore dans le verdissement aussi de grands parcs.

1680 On parle, comme vous le disiez, on parle toujours du domaine public, les parcs, etc., et je pense que c'est le lieu le parc, avoir des beaux parcs, des beaux boisés. Des fois, je trouve qu'il y a un peu trop de gazon, il devrait y avoir un peu plus de densité, un peu plus de canopées à ces endroits-là, mais je pense qu'au domaine individuelle, au domaine privé, même les compagnies qui commencent à s'y mettre, des arbres fruitiers ou autres, c'est aussi une avenue et on a tendance à l'oublier celle-là.

M. PIERRE BÉLEC :

1690 Je ne voudrais pas ouvrir un débat, mais je ne suis pas complètement d'accord. J'ai vu un endroit que je ne nommerai pas où on nous a dit : «Peux-tu planter des arbres fruitiers, s'il te plaît?» C'est une grande organisation caritative à Montréal. On n'en avait pas au moment où ça s'est fait et, Dieu merci, parce qu'ils ne les ont jamais arrosé de l'été.

1695 Alors, des arbres fruitiers, c'est un enfant toute sa vie. On s'en occupe toute sa vie. Ça demande de la compétence, ça demande beaucoup de choses. Je pense que c'est tout à fait réaliste de voir plus d'arbres fruitiers en ville, mais la substitution d'un arbre à canopée importante d'une manière générale par des arbres fruitiers, c'est une erreur que je ne peux pas appuyer.

1700 **M. ÉRIC DUCHEMIN :**

On pourrait en débattre longtemps. Moi, je suis d'accord avec vous. Je pense qu'il faut prendre en considération... Chez moi, je n'ai pas très grand, j'ai un frêne qui pousse, peut-être

1705 que je vais le perdre. J'avais un érable à Giguère. J'ai des vignes, j'ai des kiwis, mais je regarde mon frêne et je suis désolé, mais il faut que je m'en occupe parce qu'il va finir par être tellement imposant que par rien que moi qui ne pourrai plus faire un jardin, tous mes voisins ne pourront plus l'avoir.

1710 Donc, là, c'est la gestion aussi avec mes voisins parce que moi, je l'ai placé à un endroit où il ne me gêne pas, mais mon voisin derrière par exemple, il va finir par le gêner. Donc, cette gestion-là aussi donc, dans le domaine... là, on parle du domaine privé et après ça, les entreprises, vous verrez, effectivement il faut avoir un plan de gestion de ces vergers-là qui existent...

1715

M. JEAN BURTON, président :

...teront.

1720

M. PIERRE BÉLEC :

Non, il y en a qui existe quand même. L'Hôtel-Dieu a un super beau verger.

M. ÉRIC DUCHEMIN :

1725

Il y en a quelques-uns, mais j'aime mieux parler de réalité d'ensemble. Nous, on a planté 22 000 à Montréal, des arbres, depuis six ans. 22 000. Nous et d'autres associations. On n'est plus dans les symboles là, on est dans des réalités grosses.

1730

M. JEAN BURTON, président :

Il y avait deux autres réactions. Monsieur Drouin?

M. LOUIS DROUIN :

1735

Je suis d'accord quand on regarde la carte des îlots de chaleur, on a beaucoup d'îlots dans les parcs industriels, dans les stationnements de centres commerciaux, les stations d'essence. C'est tout des espaces privés, bien d'accord avec toi, mais c'est la question que je pose : Est-ce qu'il y a... il me semble que j'ai vu un arrondissement qui avait passé une réglementation dans son plan d'urbanisme pour obliger...

1740

M. PIERRE BÉLEC :

Saint-Laurent probablement.

1745

M. LOUIS DROUIN :

Je pense que c'est Saint-Laurent.

1750

M. PIERRE BÉLEC :

Saint-Laurent a adopté...

M. LOUIS DROUIN :

1755

Le verdissement des stationnements au niveau; c'est exact ça?

M. PIERRE BÉLEC :

1760

...des règles relatives à la canopée à atteindre à terme.

M. LOUIS DROUIN :

1765 Bon. C'est quelque chose qu'on devrait voir se généraliser dans tous les arrondissements.

M. PIERRE BÉLEC :

1770 Absolument.

M. LOUIS DROUIN :

1775 C'est une des solutions. L'autre élément, j'ai en tête, c'est un petit projet, Quartier 21 encore, qu'on a visité sur Jean-Talon entre Lacordaire et Viau et on veut verdier en plantant des arbres. Puis c'est avec les entreprises et les commerçants.

1780 Et on a vu les difficultés pour les convaincre parce qu'ils ont toujours peur que... trop d'ombre. Il y a des feuilles qui tombent dans les drains, puis ça peut les bloquer, mais ils sont en train de réussir.

Mais je peux vous dire que l'espace entre la rue... ils se sont aperçus qu'au niveau du domaine public de la rue, c'est à peu près impossible, puis...

M. PIERRE BÉLEC :

1785 Sur Jean-Talon, il y a des pointes de tarte extraordinaires dans ces endroits-là parce que les façades sont de biais.

M. LOUIS DROUIN :

1790

...qui empiètent sur le domaine... C'est ça. Hum. Mais moi, je pense qu'il y a aussi ça, convaincre, puis pousser.

M. PIERRE BÉLEC :

1795

Les artères commerciales, c'est le plus difficile.

M. LOUIS DROUIN :

1800

C'est ça.

M. JEAN BURTON, président :

Monsieur Bourque, vous vouliez réagir? Et ensuite, monsieur Rose.

1805

M. ALAIN BOURQUE :

1810

Enfin, je voulais juste rajouter le fait que nous et d'ailleurs avec les gens de l'INSPQ et le Bureau de normalisation du Québec, on a développé un projet pour... On ne s'est pas rendu à la norme, mais on est quasiment à la norme pour justement développer un guide pour comment construire un stationnement avec des arbres pour réduire les îlots de chaleur, et etc.,

1815

Et je pense que le guide semble intéresser plusieurs arrondissements ou municipalités pour pouvoir potentiellement l'implanter. Alors, soit qu'il s'agit que ça devienne à la mode, puis qu'il y ait des gens qui veulent donc utiliser ça pour des stationnements, et là, je pense que le potentiel de verdissement...

M. PIERRE BÉLEC :

1820 Mais si l'arrondissement s'y met... On vient de terminer le plan de plantation pour l'École Vanguard qui est l'ancienne crèche de Côte-de-Liesse et la performance est au-delà de 50% de canopées à terme dans ce que l'école a accepté de faire.

1825 Alors, ça se fait, mais c'est sûr qu'un règlement par rapport au stationnement, ça aide beaucoup.

M. ALAIN BOURQUE :

1830 Oui, mais mon point, c'était pour dire aussi qu'en plus, les outils sont disponibles, les trucs comme le problème de feuilles, et etc., sont abordés, quels sont les problèmes, les défis par rapport à un stationnement classique versus un stationnement...

Donc, je pense que c'est une question de soit que ça devienne populaire ou que soit ce soit forcé.

1835 **M. PIERRE BÉLEC :**

Populaire, c'est mieux.

M. JEAN BURTON, président :

1840 Monsieur Rose?

M. OWEN ROSE :

1845 Il faut aussi dire que le Conseil régional de l'environnement a publié un rapport sur comment verdir les stationnements, comment gérer les eaux de pluie des stationnements, etc.

1850 Mais je partage avec vous une information que j'ai eu en 2004, 2005 autour de l'adoption de la politique de l'arbre. La Ville de Montréal à ce moment-là s'était engagée à planter autour de 5 000 arbres par année. Je pense même que c'était une promesse électorale et j'ai parlé avec quelqu'un au Jardin Botanique disant que : « *Wow!* C'est bien 5 000 arbres par année. Ce n'est pas pire, mais on en perd 8 000 par année.»

1855 Alors, c'est ça la question que j'ai...

M. PIERRE BÉLEC :

Non, non, je pense que ça, ça mérite correction.

1860 **M. OWEN ROSE :**

O.K. Parce que j'ai appris que la Ville en perd 8 000 et que l'on en plante 5 000.

1865 **M. PIERRE BÉLEC :**

Non.

M. OWEN ROSE :

1870 Alors ça, si je peux avoir une clarification...

M. JEAN BURTON, président :

1875 Vous voulez réagir là-dessus, rétablir les faits, s'il vous plaît? Nommez-vous, s'il vous plaît.

M. PIERRE JUTRAS :

1880 Pierre Jutras, chef de section, biodiversité, écologie urbaine. 26 ans d'arboriculture à Montréal. Donc, les arrondissements plantent 6 000 arbres et on en abat grossièrement à peu près 4 000 par année qui sont des arbres qui sont malades et qui sont vieux.

1885 Donc, on a toujours un gain de 2 000 arbres annuellement. Et ça, c'est quelque chose que nous, on suit à la division aux grands parcs. Donc, les arrondissements nous fournissent ces informations annuellement tout le temps. Donc, il y a quand même des documents qui sont disponibles.

M. OWEN ROSE :

1890 Ça, c'est bon de savoir parce que j'étais convaincu qu'on allait avoir un problème de déforestation à Montréal.

M. JEAN BURTON, président :

1895 Ça va? Merci.

M. PHILIPPE TREMBLAY :

1900 Oui, bonsoir. Philippe Tremblay. Je demeure à l'arrondissement Verdun. Je fais du kayak dans le Saint-Laurent et je peux vous confirmer que l'été dernier, l'eau était pas mal basse.

1905 Ma question, je ne sais pas si vous y avez déjà répondu, peut-être en partie, Monsieur Drouin. Pouvez-vous confirmer qu'il n'y a aucune cible au niveau de la superficie des parcs et espaces verts au niveau de la Ville de Montréal ou des arrondissements?

C'est un peu difficile à croire concernant les problèmes qu'on vient juste de mentionner, mais pouvez-vous confirmer que c'est vrai?

1910

M. LOUIS DROUIN :

En fait ce que j'ai dit, il serait souhaitable qu'il y ait, mais je ne sais pas s'il y a déjà... je sais qu'il y a une cible canopée de 20% à 25%. Hein, Daniel, il y a une cible?

1915 **Mme DANIELLE LUSSIER :**

Oui, tout à fait.

1920 **M. JEAN BURTON, président :**

Quelqu'un veut-il...

M. LOUIS DROUIN :

1925 C'est global pour l'ensemble de l'île.

Mme DANIELLE LUSSIER :

Pour l'ensemble de l'île.

1930

M. JEAN BURTON, président :

Madame Lussier, Danielle Lussier, s'il vous plaît.

1935 **Mme DANIELLE LUSSIER :**

Alors la cible est passée de 20% à 25% d'ici 2025. Ça, c'est pour la canopée. Mais la question pour monsieur, peut-être, est-ce que c'est un objectif par rapport aux parcs?

1940 **M. PHILIPPE TREMBLAY :**

Parcs et espaces verts.

Mme DANIELLE LUSSIER :

1945

C'est ça. Là, Daniel Hodder va vous répondre.

M. DANIEL HODDER :

1950

La réponse, c'est que non. Il y a des chiffres par rapport... Par exemple, quand il y a un lotissement, selon la Loi sur l'urbanisme, une municipalité est en droit d'exiger 10% pour fin de parcs. Vous comprenez qu'à Montréal, les lotissements, il y a bien des circonstances où il a déjà été fait depuis belle lurette, puis on n'est pas en mesure d'exiger ce 10%.

1955

Par ailleurs, on a un objectif de protection des milieux naturels de 6% du territoire en milieu terrestre, on en a parlé amplement cet après-midi. Donc ça, c'est une cible. Mais je fais tout de suite une distinction entre la superficie des aires protégées qui sont des espaces à vocation principalement de maximiser la biodiversité et les parcs. Les parcs, on peut avoir un terrain de soccer, il n'y a pas de biodiversité sur un terrain de soccer, ou peu.

1960

Et là dans les parcs actuellement, on est à un pourcentage d'autour de 12% à Montréal d'espaces verts et de parcs. Mais il n'y a pas d'objectifs d'augmentation dans les politiques municipales d'augmentation systématique de dire : On veut avoir tel pourcentage d'espaces verts et parcs. Cette catégorie n'est pas ciblée par une politique ou un énoncé quelconque, à ma connaissance.

1965

M. JEAN BURTON, président :

Madame Cinq-Mars, vous avez une question pour?

1970

Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :

Pour la Ville.

1975 **M. JEAN BURTON, président :**

O.K.

1980 **Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :**

S'il vous plaît. Si les conférenciers veulent commenter bien sûr ou donner de l'information...

1985 On emploie plusieurs concepts : milieu naturel, espace vert, canopée, parc, jardin, jardin agricole, arbre, bientôt on va parler de l'herbe et des fleurs. Est-ce qu'il existe... bon, ça, c'est une nomenclature. Est-ce que vous vous entendez sur les termes? Parce que je ne suis pas certaine qu'on s'entende, qu'on sache tout à fait de quoi on parle quand on parle de milieu naturel et d'espace vert ou d'espace vert et de parc.

1990 Il y a comme un petit peu de confusion et si on pouvait démêler tout ça, est-ce qu'on pourrait à ce moment-là savoir où la Ville de Montréal par exemple se situe, je parle bien de la ville, pas de l'agglomération, le PDM, c'est pour la ville, où se situe la ville par rapport à des villes comparables? Je me rappelle, il y a à peu près 20 ou 30 ans, je ne sais plus trop, quand on disait que Montréal était en déficit d'espaces verts, ça dépendait ce qu'on comptait là-dedans.

1995 Alors, je suis un peu confuse.

2000 **M. DANIEL HODDER :**

Effectivement, il y a beaucoup de termes qui se recoupent et c'est des ensembles et des sous-ensembles et des intersections d'ensembles qui portent un peu à confusion. Mais je

faisais référence cet après-midi à un document sur un bilan de la biodiversité à Montréal; à l'arrière de ce document-là, il y a un glossaire ou on explique un peu ces termes-là.

2005 Je ne sais pas si tous les termes que vous avez mentionnés sont explicités, je ne pense pas qu'on ait défini l'arbre par exemple, on prend pour acquis que les gens savent c'est quoi, mais encore là, ça peut être discutable, il y a l'arbre fruitier, il y a l'arbre... Mais donc, on a défini ça.

2010 En ce qui concerne les statistiques, on tient un certain nombre de statistiques, oui; on a un tableau avec des statistiques. En gros, les parcs, c'est une désignation parc; ça répond à une désignation municipale. Les espaces verts peuvent inclure d'autres types d'espaces verts qui ne sont pas nécessairement les municipalisés. Je pense à un golf privé par exemple, souvent on va utiliser l'espace vert pour englober d'autres... Des terrains institutionnels par exemple peut-être
2015 des fois peuvent être considérés comme des espaces verts sans être nécessairement des parcs.

Ça, je peux apporter cette petite nuance, mais ce sont des termes qui sont très proches.

Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :

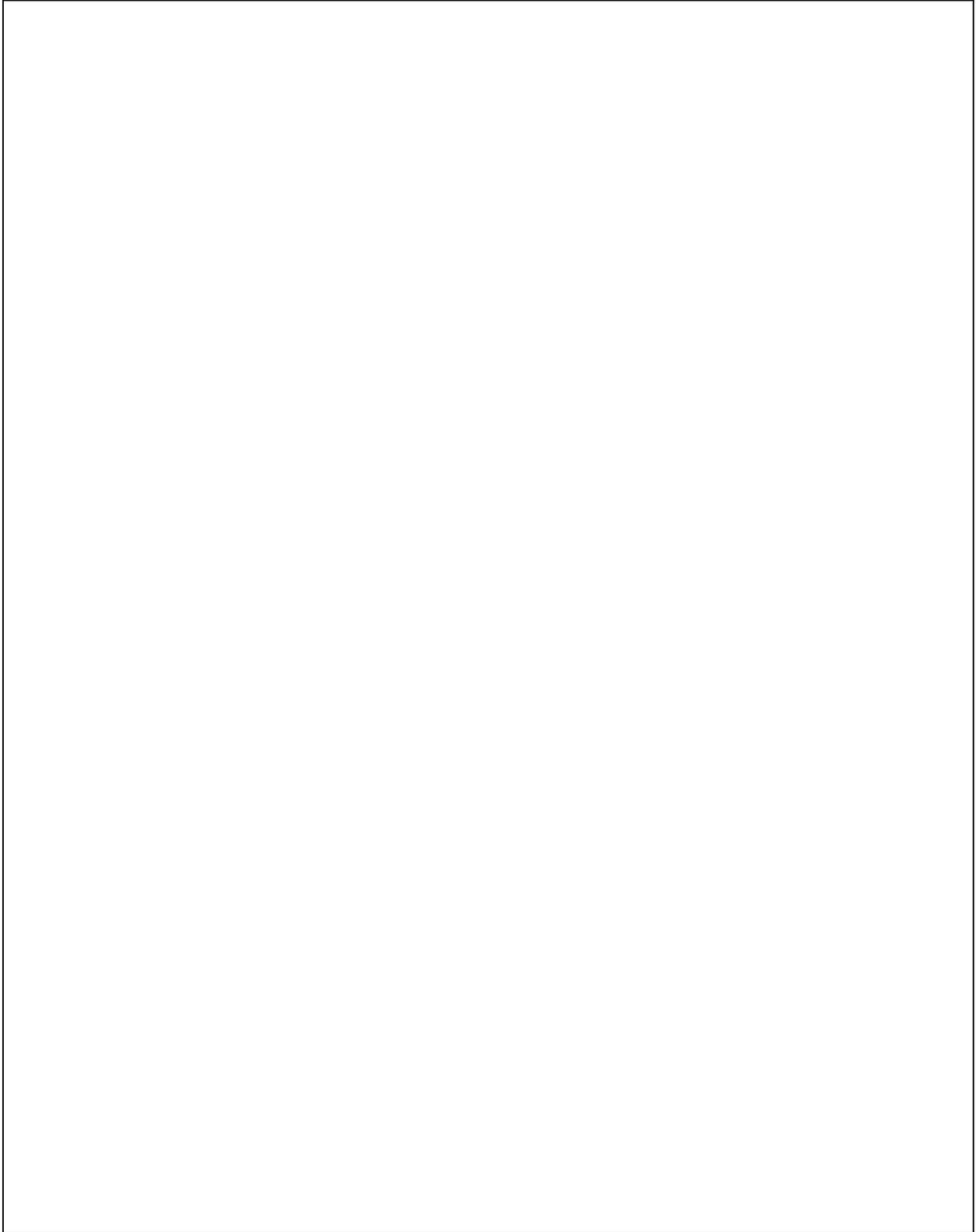
2020 O.K. Et est-ce que ces termes-là sont à peu près... sont les mêmes qui sont utilisés par d'autres villes semblables aux nôtres ou est-ce que...

M. DANIEL HODDER :

2025 Et là, voilà toute la complexité de comparer les chiffres entre Chicago et Montréal. Est-ce qu'ils ont utilisé... Je me rappelle à un moment donné, les espaces verts à Laval, toutes les cours d'école étaient des espaces verts.

2030 **Mme IRÈNE CINQ-MARS, commissaire :**

Parce qu'il faut comparer ce qui est comparable.



M. DANIEL HODDER :

2035

Ce n'est pas nécessairement un comparable. Donc, avant de comparer des chiffres, il faut faire une analyse sérieuse de ce qu'il y a derrière les chiffres. Donc, ces comparaisons-là entre villes... Après ça, partir d'un pourcentage de tant d'hectares par citoyen, c'est toutes des analyses qu'on peut faire, mais qui ne se font pas... qui ne devraient pas être faites à la légère, qui devraient être faites sérieusement.

2040

M. JEAN BURTON, président :

D'accord. Oui?

2045

M. ÉRIC DUCHEMIN :

La réponse, je pense qu'il n'y a pas de cible et ça, je ne le savais pas personnellement et je pense qu'il faut quand même réfléchir à où est la cible, mais voir l'équité des répartitions. On sait aussi que les espaces verts ne sont pas répartis équitablement pour différentes raisons historiques ou autres.

2050

Par exemple, l'orme a disparu et bientôt peut-être que Rosemont a un gros problème de canopée aussi puisque le frêne est attaqué actuellement. On ne sait pas si on va réussir à arrêter l'invasion de l'agrile du frêne.

2055

Et la question de qualité. Parce que est-ce qu'on s'entend sur qu'est-ce qu'un arbre? Pour moi, le lilas japonais, je ne suis pas persuadé, mais pourtant c'est planté et on a les données. Grâce aux données ouvertes de Montréal, nous avons toutes les données des arbres sur rue, tige par tige, dans les arrondissements à part quelques-uns, je pense entre autres Verdun qui a colligé tout ensemble par pâtés de maison. Les arbres, c'est plus dur, mais au niveau central, pour plusieurs quartiers on a les arbres tige par tige, unité par unité, et

2060

donc, on peut commencer à regarder qu'est-ce qu'on a selon les quartiers comme qualité d'arbres.

2065 Et aussi, il faut regarder ça par rapport à la largeur des rues. Dans le Plateau Mont-Royal, un arbre qui n'a pas un très grand couvert d'arborescence peut être intéressant, mais si on va dans un quartier industriel où les rues ont été construites pour faire passer des *Boeing 747* à peu près, je pense à Pointe-St-Charles, je ne sais pas si vous avez déjà vu, à certains endroits de Pointe-St-Charles quand on va vers les terrains du CN, c'est six voies de large.

2070 Ça, c'est une rue résidentielle normale. Il y a du stationnement de chaque côté et après ça, il y a quatre voitures qui peuvent passer au centre. Mettre des lilas là, je veux dire que ça ne fait pas grand-chose. Par chance, cette rue-là, ce n'est pas des lilas.

2075 Mais n'empêche... Et là, c'est toute la question de : Est-ce qu'on ne peut pas réaménager nos rues pour réduire la circulation et favoriser aussi une meilleure plantation d'arbres? Et là, on ne touche pas au privé, on ne touche pas à l'institutionnel, on est toujours sur le pouvoir de Montréal, mais il y a des espaces sur rue qui peuvent être plantées beaucoup plus densément parce qu'on va aller chercher de l'espace d'empiètement sur les rues qui sont beaucoup trop large.

2080 Bien entendu, souvent on va nous dire : Il faut que les camions de déneigement aient tant d'espace pour pouvoir tourner. Est-ce qu'on peut réduire la dimension de nos camions de déneigement? Avec les changements climatiques où on aura peut-être de moins en moins de neige.

2085 Enfin, je ne sais pas si ça répond à votre question, à une partie de votre question.

M. PHILIPPE TREMBLAY :

2090 En partie, oui.

M. JEAN BURTON, président :

Ça va? Merci. Monsieur?

2095

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

Bonsoir. Jean-Yves Bourdages, responsable du comité Urbanisme et Habitation de la Table interaction Peter McGill de l'arrondissement Ville-Marie.

2100

J'aimerais revenir sur la transversalité dont monsieur Rose parlait, puis effectivement souvent on voit différents services de la Ville qui ne communiquent pas entre eux. Il y en a plein de cas. Par exemple, on parle de faire des toits blancs, de faire des toits verts, d'augmenter les îlots de fraîcheur, puis en même temps, on accepte des immeubles avec des façades noires plein sud, puis des tours, on parle de tours de 25 étages.

2105

Alors là, déjà en partant, il y a une absurdité. Monsieur Duchemin, vous parliez des cours avant qui disparaissent, mais parfois la cour avant reste, mais là, on a un projet sur Bishop où est-ce qu'on a accepté que le promoteur envoie le stationnement jusqu'au trottoir et là, on dit on va végétaliser. Autrement dit, ça va être des boîtes à fleurs qu'on va mettre sur du béton, puis automatiquement l'eau de surface va simplement ruisseler dans les égouts.

2110

Il y a des cas aussi, vous parliez d'équité au niveau des espaces verts et justement, nous, dans l'arrondissement Ville-Marie, puis surtout à Peter McGill, c'est vrai qu'on a des espaces verts, mais ils sont presque tous privés, puis les gens nous disent : Oui, mais vous avez le mont Royal. Mais le mont Royal, d'abord, c'est un élément régional, puis ce n'est pas évident pour une famille avec une poussette et deux enfants, monter la montagne pour aller prendre le frais.

2115

Et là, on se retrouve avec des absurdités autres du genre : On veut augmenter les superficies vertes du district, alors, on est prêt même à acheter des stationnements pour transformer ça en espace vert alors que quatre pâtés de maison plus loin, on a, puis là, je vais prendre un cas bien précis, le Jardin des Franciscains qui est un espace naturel avec la falaise

2120

Saint-Jacques, et là, par contre, on accepte de construire deux tours de 20 étages en plein sur la falaise avec les jeux d'ombre sur un espace qui est très dégagé.

2125

C'est là qu'on se dit «*coudonc*, pour en revenir à ce que monsieur Rose disait, la transversalité, elle fonctionne-tu ou elle ne fonctionne pas à Montréal?»

M. ÉRIC DUCHEMIN :

2130

C'est vrai que c'est ça la question.

M. JEAN BURTON, président :

2135

Vous tenez à avoir une réponse à cette question-là de la part du panel?

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

Des commentaires.

2140

M. JEAN BURTON, président :

Un commentaire? Monsieur Rose, vous avez abordé la question dans votre présentation.

2145

M. OWEN ROSE :

Je pourrais toujours donner un bon exemple parce que la Ville de Montréal parle de vouloir retenir les familles depuis des années et l'année dernière, la ville-centre a adopté un règlement concernant le Code de construction qui exigeait dorénavant que tout projet de mezzanine sur un triplex et un escalier extérieur en arrière.

2150

2155 Ça veut dire qu'il y a un escalier intérieur qui dessert la mezzanine, mais il faut ajouter un autre escalier à l'extérieur pour que le monde, si jamais le triplex prend en feu, ils peuvent sortir de la mezzanine sur l'escalier arrière.

2160 Alors, j'ai parlé avec la Ville, j'ai dit : «Mais vous savez que si vous exigez un deuxième escalier qui monte à la mezzanine et qu'une bonne partie des triplex, mettons, soyons généreux, un tiers des triplex ont des hangars avec des escaliers de secours dans les hangars, on ne peut pas monter un escalier dans le hangar jusqu'à la mezzanine et le coût d'ajouter un escalier colimaçon en acier jusqu'à la mezzanine est cher, ça veut dire qu'on vient de tuer pas mal de projets de mezzanine dans l'œuf.»

2165 Quand on parle de vouloir retenir les familles et qu'eux, en construisant une mezzanine sur un triplex, c'est une façon douce de densifier, de leur donner l'espace qu'il faut pour les enfants, mais c'est presque devenu impossible à cause d'une réglementation interne. Là, une voix parle de vouloir garder les familles et aussi d'une densité à échelle humaine et l'autre bras de la Ville réglemente pour que ça devienne presque impossible.

2170 Alors ça, quand je parle de transversalité, je parle aussi que c'est un bel exemple de comment est-ce qu'on peut arrimer nos règlements à la Ville pour que ça marche avec ce qu'on dit versus ce qu'on fait dans la réalité. C'est un bel exemple.

2175 Alors, il y a beaucoup d'exemples de même, mais il faut souligner les exemples pour qu'on comprenne qu'on a beaucoup d'intelligence à la Ville, mais il faut bien se servir de cette intelligence d'une façon cohérente.

M. ÉRIC DUCHEMIN :

2180 Je pense qu'on hérite d'une structure municipale, mais qui a peut-être besoin d'être dépoussiérée et de faire de la transversalité. Et je pense que c'est possible. Ça arrive dans

certains cas, je parle plus dans le domaine de l'agriculture urbaine dans laquelle on se trouve, le gros problème qu'il y a eu voici quelques années de sols contaminés.

2185 Je parle transversalité, il faut aussi penser qu'il y a à l'intérieur de Montréal, la ville-centre et les arrondissements. Et là, il faut qu'ils se parlent. Et du fait qu'il y a eu un choc de sols contaminés, les arrondissements ont commencé à se parler. Ils ont créé une table inter-arrondissement qui est déjà un départ.

2190 On restait quand même dans le développement social, mais l'agriculture urbaine, c'est aussi la voirie parce qu'il y a les accès à l'eau, il y a énormément d'autres services qui sont en ligne de compte et c'est un peu dur. On a fait des études, on voit que les discussions sont difficiles. En fin de compte ce qui se passe, c'est lorsque quelqu'un travaille dans une division depuis très longtemps, a de l'expérience, finit par connaître à peu près tout le monde dans les autres services parce qu'il a fait affaires depuis 20 ans, ils se connaissent et ça fonctionne bien, mais si c'est une nouvelle personne, c'est très difficile.

2195 J'espère qu'on va réussir. En agriculture urbaine, il y a un comité qui a été créé, permanent, qui regroupe différents services de la Ville de Montréal qui s'occupe de ces questions-là d'agriculture, donc, on voit qu'il y a peut-être une tendance à le faire, mais ça va demander une révision quelque part des structures complètes du fonctionnement.

2200 J'espère qu'on va réussir. En agriculture urbaine, il y a un comité qui a été créé, permanent, qui regroupe différents services de la Ville de Montréal qui s'occupe de ces questions-là d'agriculture, donc, on voit qu'il y a peut-être une tendance à le faire, mais ça va demander une révision quelque part des structures complètes du fonctionnement.

2205 Est-ce que c'est dans un Plan de développement métropolitain que ça va être fait? Peut-être un début parce qu'il y a peut-être des nouvelles choses qu'on voudra mettre en place qui vont demander cette transversalité-là, mais quelque part, c'est une structure issue de... une structure politique issue de longtemps et je pense qu'aussi c'est aux citoyens de dire «Il faut refaire cette structure-là, remodeler quelque part ces divisions-là».

2210 Le développement durable qui a été créé est un peu l'idée pour les questions de développement durable de faire une transversalité. Mais ce ne sera pas du jour au lendemain et effectivement il y aura toujours des incohérences et pour moi actuellement, c'est les deux

tours qui sont sur l'île des Sœurs qui me grattent les yeux. Je ne comprends pas qu'on a laissé monter des tours comme ça qui cachent la vue sur Montréal, mais ça fait partie sûrement des incohérences quelque part que je n'ai pas encore fouillées.

2215

M. JEAN BURTON, président :

Monsieur Bourque, vous vouliez ajouter quelque chose?

2220 **M. ALAIN BOURQUE :**

2225 Enfin, je voulais juste dire que nous, dans notre organisme ce qu'on constate qui est assez frappant, on fait souvent des analyses historiques, puis on regarde comment les populations et les communautés ont vu leur vulnérabilité au climat et aux changements climatiques évoluer dans le temps, puis, en fait les constats souvent, c'est qu'on réalise que si les changements climatiques se produisaient dans les années 20 ou dans les années 30, on serait probablement moins vulnérables.

2230 C'est sûr qu'il y a d'autres facteurs qui ont changé, l'économie, etc., mais les communautés, les gens avaient tendance à être plus adaptés et plus conscients de leur climat autour d'eux. Mais c'est clair que les années 60, 70, 80 avec donc des technologies qui sont arrivées pour théoriquement compenser tout ça et nous déconnecter de la variable climat, tout ça dans une approche où le climat était stationnaire, etc., ont fait en sorte qu'on a peut-être un peu perdu certains paramètres vraiment fondamentaux de base autour de l'aménagement du territoire, des infrastructures, des bâtiments en optimal avec le climat.

2240 Alors, c'est une remarque que je fais parce que c'est vraiment... on constate ça dans les zones côtières, dans les zones éloignées, etc, même les Inuits qui ne fonctionnent plus avec les igloos, puis qu'on les a tout mis dans des bâtiments qui sont tout à fait inappropriés au climat qu'ils ont, puis encore plus aux changements climatiques.

Donc, on va ça à la grandeur de la province.

2245 **M. JEAN BURTON, président :**

Merci.

M. LOUIS DROUIN :

2250 J'ai un dernier commentaire. Enfin, ce qu'il pose comme question : Est-ce qu'on veut
gérer en fonction des paramètres du développement durable? Hein, environnement, société,
économie, puis prendre des bonnes décisions.

2255 Moi, j'ai été témoin, puis d'ailleurs nos structures sont toutes... la plupart, on a le même
problème dans le réseau de la santé, beaucoup de silos. Il y a le même problème au niveau
du gouvernement. On a le silo du MAMRO, le silo du MTQ, le silo du MDDEP, puis souvent ils
ont de la difficulté à se parler également pour amener une cohérence dans les interventions.

2260 Moi, je pense, ce que je vois émerger, il y a une volonté d'intégrer davantage. Je le
vois concrètement dans certains dossiers comme par exemple j'avais été invité à discuter d'un
plan de déplacement dans un arrondissement de la Ville de Montréal et autour de la table, il y
avait Travaux Publics, Urbanisme, Développement social, la ville-centre, la STM, le MTQ.
Donc là, il y avait une intégration à la fois interne à la Ville et aussi externe parce qu'il y a
d'autres intervenants qui interviennent sur le domaine public montréalais, puis c'est la première
fois que je voyais ça. C'était intéressant.

2265

Mais c'est ça le défi de faire de notre ville une ville intégrée, durable. C'est de casser
les silos, puis de travailler en arrimage. Mais des fois, c'est difficile, mais je pense qu'on s'en
va vers ça. J'espère.

2270 **M. JEAN-YVES BOURDAGES :**

2275 Bon. Juste un dernier petit détail. Vous parliez justement de revoir la prise d'eau pour
le fleuve si jamais il y avait des changements au niveau du niveau du fleuve, mais peut-être
aussi, je sais que ça n'a pas rapport avec le concept vert, mais ça a rapport avec le durable par
exemple parce que la source d'eau, c'est ce qu'il y a de plus importants pour une population.

2280 Sachant qu'en amont dans le lac Ontario, on a toute une série de réacteurs nucléaires, à Pickering, ils ont régulièrement des problèmes de fuite d'eau radioactive, est-ce que ce ne serait pas plus logique qu'à très long terme Montréal essaie de voir, de trouver son approvisionnement en eau dans une autre direction que de le prendre du fleuve qui arrive du lac Ontario?

C'est juste ça que je vais dire là-dessus.

2285 **M. LOUIS DROUIN :**

Vous voulez dire quoi au juste «de puiser son eau ailleurs que...»?

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

2290 Ailleurs. Genre peut-être faire faire une entrée d'eau par l'affluent de la Gatineau ou carrément faire comme à New York, avoir un réservoir.

M. LOUIS DROUIN :

2295 Si je prends Montréal, l'usine Des Bailleurs prend son eau en bas des rapides, c'est une des eaux de meilleure qualité actuellement.

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

2300 D'accord, mais si on a un problème de contamination au niveau du lac Ontario, c'est cette eau-là qu'on va boire.

M. LOUIS DROUIN :

2305 Vous voulez dire en lien avec les changements climatiques?

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

Pas tout à fait, mais...

2310

M. LOUIS DROUIN :

Ah, nucléaire.

2315

M. JEAN BURTON, président :

En termes d'accident nucléaire.

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

2320

Même une simple fuite, pendant quelques temps, on risque d'être à la bouteille.

M. LOUIS DROUIN :

2325

Là-dessus... à ce moment-là, il y a toutes sortes de choses qui peuvent se passer, soit un déversement d'huile d'un bateau qui passe. Pour le moment, je n'avais jamais pensé sous cette perspective-là.

M. JEAN-YVES BOURDAGES :

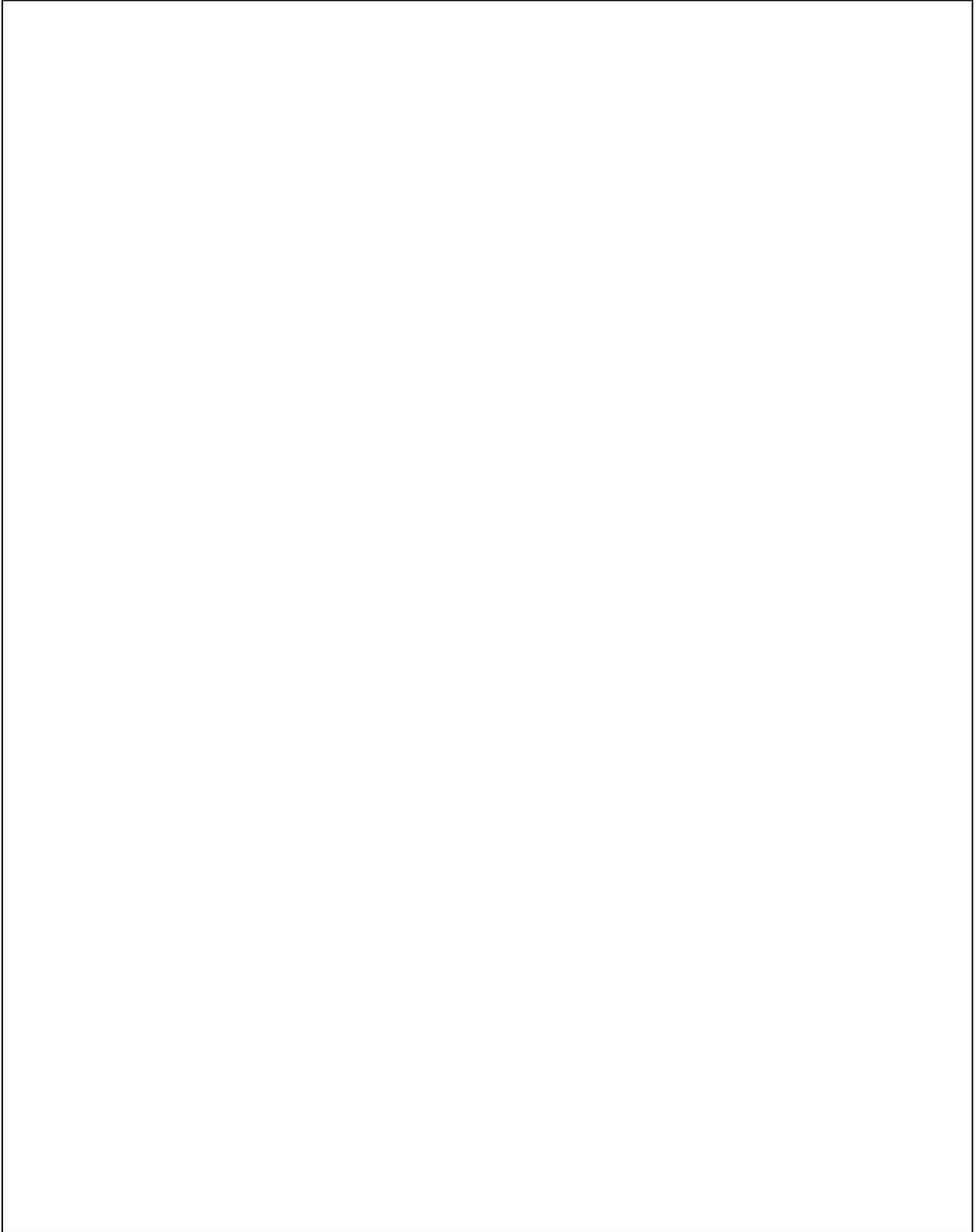
2330

D'accord.

M. JEAN BURTON, président :

2335

Merci de nous laisser sur vos cauchemars. On va dormir là-dessus.



M. MOJTABA SAMINI:

2340 I'm Mojtaba Samini, I'm an architect, and I work developing comfortable and energy-
efficient living spaces of tomorrow, we should consider the essential effect of the sun and climate.
Considering the fact that in Montreal and lot of areas in Canada, you have a remarkable solar
radiation in comparison with European cities, I would like to ask how you forecast the future of
solar architecture in Montreal. And when I talk about solar architecture, it's not about only using the
collectors and PBC, how we can locate buildings and shape a neighbourhood in order to have
2345 comfortable situation inside the building as well as in the outside areas. And considering the fact
that it's possible to optimize both situations but, I mean that by developing a number of energy-
efficient buildings beside each other, we make a green and comfortable situation in our cities.

2350 For an example, I can tell you that a building that receives lots of solar radiation, it could
use lots of shading beside that, but... your opinion about this should be considered a comfort
factor in urban areas or we should have an energy-efficient approach. Thanks.

M. JEAN BURTON, président:

2355 Sur la question du rayonnement solaire, la capacité de mieux orienter les...

M. ÉRIC DUCHEMIN:

2360 C'est une excellente question que l'on réfléchit puisqu'en agriculture on a besoin de soleil
pour nos plantes. Donc, c'est à quel endroit va être le jardin par rapport au bâtiment, surtout si les
bâtiments font trois, quatre étages. À Montréal il existe de la même façon la maison productive,
productive house, qui a conservé sa façade d'origine, mais qui a fait un petit angle derrière pour
aller chercher le plus grand ensoleillement.

2365 Bien entendu, dans des quartiers déjà existants, c'est un peu dur de changer la direction
des rues, donc, il faut faire avec le bâtiment. Mais dans les nouveaux développements, je trouve

2370 toujours surprenant, et une longue discussion même avec des citoyens avancement à vouloir prolonger les rues. Tu dis : « Non, non, non, il faudrait les tourner un petit peu, 15 degrés, on va aller chercher l'ensoleillement maximum. » Mais souvent, on le fait pas. J'ai un collègue architecte qui a fait des projets comme ça et souvent on lui disait : « Oui, mais là, il y a un problème parce que le réseau d'eau en dessous, il va falloir des coudes qu'on n'a pas; on n'a pas cet angle-là dans les coudes. »

2375 Donc, c'est des défis à relever, mais je pense effectivement que le nouveau développement devrait logiquement être orienté pour aller chercher un maximum d'ensoleillement pour les bâtiments, c'est une réalité. Et de là aussi, en général, quand on regarde, c'est aussi le meilleur ensoleillement pour les jardins, pour les balcons et autres, tout va ensemble.

2380 Et c'est logique, je veux dire, pour le développement d'un quartier de changer un peu et, après ça, on verra en dessous, je suis sûr qu'on est capable de... Et là, depuis, lui a vécu cette expérience-là ça fait déjà cinq ans, depuis ce temps-là, ils ont sûrement inventé les nouveaux coudes qui vont permettre de faire ces tournants-là pour raccorder avec les anciens services. Et peut-être en même temps, ça va aider le ralentissement des voitures, parce qu'il va falloir qu'ils prennent un tournant, les gens vont ralentir.

2385 Donc, double gain, plein de gains à faire.

M. JEAN BURTON, président:

2390 Ça, j'ai pas pensé à cette mesure d'apaisement-là. Monsieur Rose ?

M. OWEN ROSE:

2395 La réflexion est très pertinente et il y a même une évolution dans les milieux de la construction écologique en parlant avec d'autres architectes, où l'on arrive à la conclusion que plus de gadgets écolos n'est pas nécessairement la meilleure solution.

2400 Et on revient sur nos pattes un peu en regardant le concept allemand *passive house*, qui sont les maisons solaires passives. C'est intéressant, mais le Canada a été un des leaders dans la construction de *passive houses*. Dans les années 1970, ils ont fait beaucoup d'expériences sur les prairies canadiennes où il fait très, très, très froid l'hiver. Et on avait la recette assez simple : beaucoup de résistance thermique, alors beaucoup d'isolant dans les murs, une belle étanchéité de la maison, alors pare-vapeur étanche avec un échangeur d'air/échangeur de chaleur. Alors la seule machine, c'est un échangeur d'air qui, par la loi, de toute façon, est exigé dans toute nouvelle construction. Mais avec la construction *passive house*, on élimine presque à 100 % le besoin de chauffage autrement parce que le corps humain, la cuisine, la douche, le nettoyage chauffent assez bien la maison. Le concept *passive house* ne dépend même pas d'être orienté sur le plan solaire à 100 %, avec une belle étanchéité, avec un bon isolant thermique, un bon bâtiment peut être quand même *passive house* et très efficace, sans avoir la meilleure exposition solaire.

2410 C'est une façon de juste bien construire sans beaucoup de gadgets. Ça fait des bâtiments hyper confortables à l'intérieur, dans même d'une fenêtre, on est encore confortable parce que la maison est bien conçue, la température ambiante est très confortable. Si on perd de l'électricité pendant une ou deux semaines en plein hiver, on est encore capable de vivre dans la maison.

2420 Alors, c'est une nouvelle tendance qui s'installe dans la mondialité de construction écologique et ce qui est intéressant, c'est que c'est la simplicité. Et la simplicité, pas d'entretien de toutes sortes de mécanismes qui commencent à briser après cinq ans, c'est la simplicité et c'est une façon sage.

2425 En Autriche, l'habitation sociale est toute construite sur le plan *passive house*. Ça se fait ailleurs et ça peut se faire ici, c'est pas de la grosse technologie, c'est ça qui est le *fun*. Et on voit que cette tendance commence à s'installer. Alors, *passive house* ou les maisons solaires passives, mais ne vous trompez pas avec l'idée solaire, oui, l'idéal, c'est une belle orientation

solaire, mais c'est pas absolument nécessaire, on peut composer avec d'autres orientations.
Alors, c'est une façon de voir et c'est une belle simplicité.

M. JEAN BURTON, président:

2430

Monsieur Bourque?

M. ALAIN BOURQUE:

2435

Enfin, je voulais juste en profiter pour faire partager une expérience personnelle. Je viens de terminer un projet d'agrandissement, côté sud, alors on a mis beaucoup de vitres, de fenêtres, et ça fonctionne. On a passé l'hiver, à plusieurs fois, on n'avait pas besoin de chauffer parce que le rayonnement entrainait, ça réchauffait. Et puis on a des érables centenaires sur le terrain et là, l'été est arrivé, période de chaleur, les feuilles apparaissent. À date, ça semble assez bien fonctionner, c'est fantastique.

2440

Mon expérience que je veux partager c'est de dire que ça été assez difficile à mettre en place à cause du secteur de la construction résidentielle. Donc, travailler avec les constructeurs, avec ceux qui fournissent les produits, qui seraient probablement en bonne position pour nous conseiller et aller dans les bonnes directions, et qui nous proposent, en général, des approches qui ne vont pas dans le sens de ça.

2445

Alors, tout à l'heure Monsieur me disait qu'il fallait que j'aie un bon architecte écologique, alors il faut réussir à passer, puis je pense que c'est une importante barrière à l'opérationnalisation de tout ça, c'est de réussir, de faire passer les innovations, les idées nouvelles vers des applications commerciales courantes.

2450

Même chose pour les toits verts, par exemple. Il y a 10 ans, j'avais demandé à un couvreur si je pouvais avoir un toit blanc, puis je pense qu'il m'a regardé avec les yeux grands de même! Bien, c'est ça, bien, je veux dire, à cette heure, aujourd'hui, c'est rendu relativement commun à Montréal, tout le monde veut se lancer là-dedans, c'est rendu une opportunité d'affaires, alors qu'autrefois, bon, il y avait peu d'orientation du secteur.

2455

2460 Alors, je sais pas si la Ville de Montréal peut jouer un rôle là-dedans pour tenter de faciliter cette transition-là puis activer l'innovation qui a tendance à être trop lente au goût de certains.

M. JEAN BURTON, président:

2465 Je pense que oui. Dernière question? On approche les 22... Ça va bien, ça va bien.

M. CARL BICKERDIKE:

2470 Good evening. It's well known that environmental impacts are experienced disproportionately by the economically and socially disadvantaged. And the research is showing that climate change will have the same disproportionate impacts on the economically and socially disadvantaged.

2475 What can the City or what is the City going to do to give special consideration to insure that these populations are able to adapt to climate change and not experience the worst impacts of it?

M. JEAN BURTON, président:

2480 Could you provide us with your name please?

M. CARL BICKERDIKE:

Yes, sorry, Carl Bickerdike, I'm a sustainability planner.

2485 **M. LOUIS DROUIN:**

En ce qui nous concerne en santé publique, on a beaucoup travaillé sur un plan d'action lors des épisodes de chaleur accablante et, carrément, les quartiers les plus défavorisés ont été

2490 priorisés pour éviter l'excès de décès qu'on a d'ailleurs bien documenté à Paris lors de la désormais célèbre épisode de 2002 ou 2003, je crois.

2495 Donc, c'est très clair, ce que vous soulevez, c'est un enjeu fondamental, c'est la réduction des inégalités sociales de santé associées aux changements climatiques. Pour nous, ce qu'on voit, c'est en lien beaucoup avec les événements climatiques extrêmes où souvent c'est les personnes les plus vulnérables.

2500 Donc, la première mesure, c'est d'avoir un plan d'action en termes de mesures d'urgence musclées. Comme par exemple, à Montréal, on a identifié toutes les personnes vulnérables à la chaleur dans tous les CSSS concernés et, lorsqu'on décide d'émettre un avis de mobilisation parce qu'on a dépassé notre plateau de plus de trois jours en haut de 33 degrés Celsius, ces personnes-là sont rejointes par les services des CSSS pour appliquer des mesures de prévention. Donc, c'est un exemple concret que nous avons donné.

2505 L'autre exemple, puis je démontrerais dans ma présentation, surtout relié à la circulation automobile, quand que je vous montrais la carte sur l'impact de la pollution de l'air reliée au trafic dans les quartiers centraux ou en lien avec le bruit ou le trauma routier, c'est les personnes souvent les plus démunies. Ceux qui vivent dans les habitations à loyer modique le long de Métropolitain, c'est pas les gens qui sont économiquement favorisés. On a les chiffres qui démontrent que ce sont les personnes les plus démunies, parce que le cadre foncier est beaucoup moins dispendieux, puis les gens vont habiter là.

2510 Donc, c'est clair qu'on a une préoccupation par rapport à ça et on veut avoir des discussions pour éviter que ces situations-là se répètent dans le futur.

2515 **M. ÉRIC DUCHEMIN:**

Et je pense c'est vraiment une question très importante parce que les quartiers défavorisés, c'est ceux où le verdissement souvent est le plus faible, parce que c'est des anciens

2520 quartiers industriels. Les personnes les plus vulnérables vivent en général dans les logements les moins chers, donc les plus sujets à avoir des fortes températures. Et souvent les seules solutions qu'ils ont, c'est de mettre un air climatisé qui va consommer encore plus d'énergie, et donc qui va encore les rendre encore plus vulnérables parce que l'énergie, il va falloir qu'ils la paient, c'est pas gratuit. Et c'est quand même une grosse campagne à Hydro-Québec de climatiser, c'est bien, on consomme plus d'énergie, mais c'est pas ça la bonne solution.

2525

Et je pense qu'il y a un effort à mettre au niveau du verdissement dans les quartiers défavorisés. Le grand défi qu'il y a à avoir, c'est où sont rendus ces quartiers défavorisés-là, avec les évolutions croissantes à Montréal où les gens se déplacent, il y a certains quartiers, comme Pointe-Saint-Charles, que je connais bien, où il y a quand même beaucoup de logements 2530 coopératifs et sociaux qui permettent de maintenir une population, mais la gentrification est partout, et les personnes défavorisées se ramassent de plus en plus loin ou de plus en plus morcelés dans des petites unités, comme entre autres la place Benoit, c'est plus des quartiers, c'est des micro-quartiers où ils ramassent là.

2535

Il y a un effort à mettre et, entre autres, au niveau de l'agriculture urbaine, des jardins, parce que c'est un peu le verdissement, effectivement, il y a pas de canapés, mais ça joue double jeu de ce qui est alimentaire et d'espace vert et on peut jumeler ça à un parc, c'est un peu 2540 surprenant que c'est pas les quartiers les plus défavorisés qui ont le plus d'accès à des parcelles. Le quartier où il y a le ratio le plus important, l'accessibilité plus importante pour les jardins communautaires, c'est Ahuntsic-Cartierville, parce qu'il y a un très grand jardin. D'autres quartiers, comme Centre-Sud, Pointe-Saint-Charles, très faible accès.

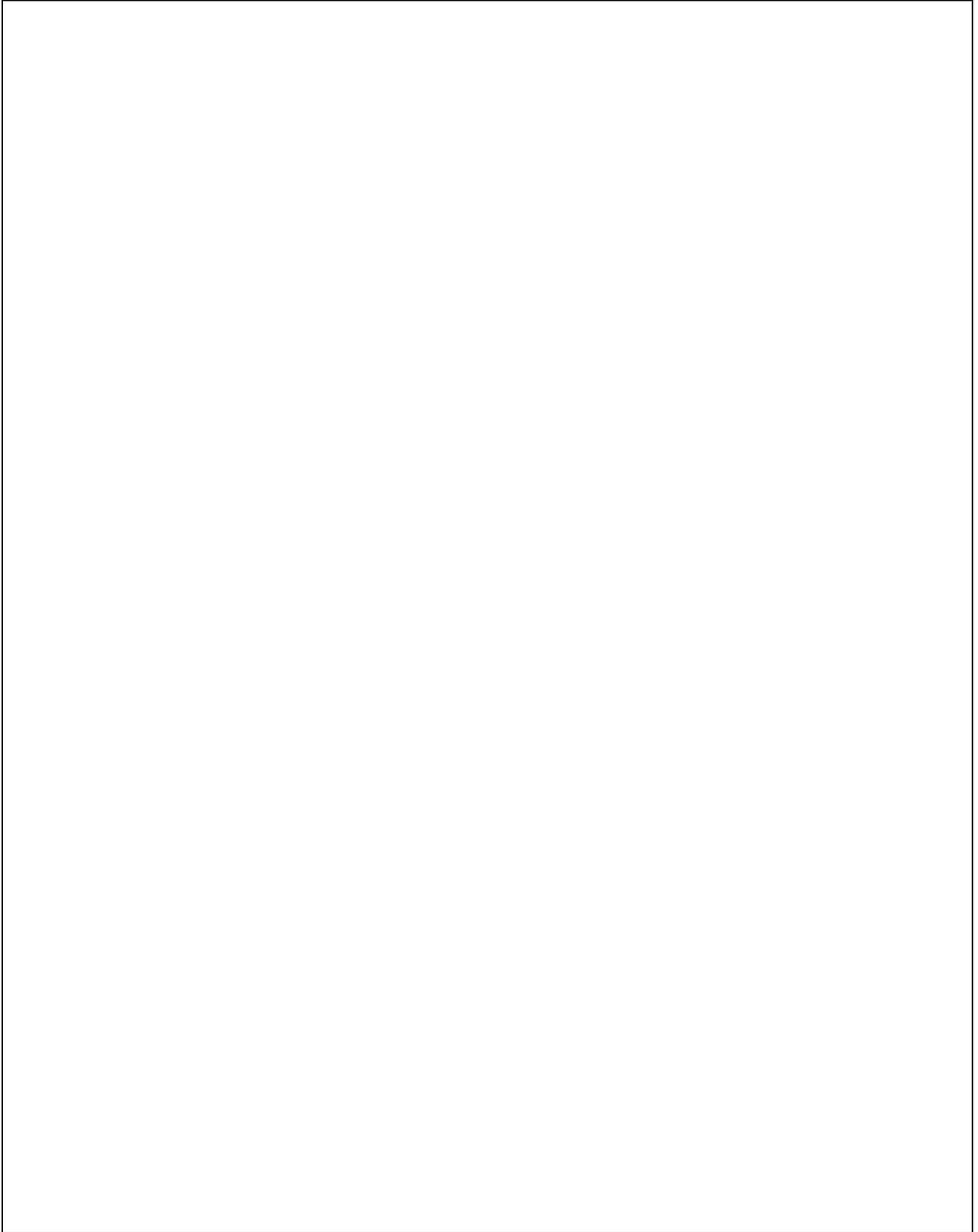
2540

Donc, je pense, cette question-là dans un développement doit être pensée au moment du bâtiment, au niveau de l'urbanisme et du verdissement.

2545

M. JEAN BURTON, président:

Monsieur Bourque?



2550 **M. ALAIN BOURQUE:**

Oui.

2555 **M. JEAN BURTON, président:**

Vous vouliez intervenir?

M. ALAIN BOURQUE:

2560 Bien, en fait, oui, en fait, un peu comme Louis disait, je pense que ce qui est important, c'est de cartographier les risques biophysiques, effectivement, en lien avec tous les changements climatiques, mais de superposer ça avec une cartographie des vulnérabilités socioéconomiques. Et c'est vraiment l'addition des deux qui permet de bien évaluer et de bien prioriser les interventions.

2565

J'en profite pour sauter sur ce commentaire-là pour peut-être donner l'exemple qui se fait, par exemple, à New York. Je sais qu'à New York, ils ont formé un genre de comité aviseur de scientifiques, autant biophysiques que socioéconomiques, pour tenter d'orienter la Ville, puis c'est souvent un comité externe indépendant, d'essayer d'orienter la Ville de New York par rapport à leurs initiatives d'adaptation, puis ça intègre des gens de différentes disciplines qui peuvent apporter différents types de solutions, aborder à la fois les risques biophysiques et les risques socioéconomiques. On parlait de transversalité tout à l'heure, c'est en plein un exemple de ça qui est particulièrement intéressant.

2570

2575 **M. JEAN BURTON, président:**

Je sens qu'on a des réponses tout prêtes.

Mme SYLVIE-ANNE DUPLANTIE:

2580

Bien, en fait, dans le Plan de développement de Montréal, ce qui est proposé, c'est d'agir en priorité dans les secteurs défavorisés et de concentrer les efforts. Et quand qu'on parle justement de travailler de façon intégrée, en fait, ce qui est proposé, c'est vrai qu'on cible, maintenant, c'est plus des petits secteurs, avant, c'était des quartiers, maintenant, c'est des petits

2585

secteurs où il faut intervenir, mais tant au niveau social qu'au niveau de l'environnement, au niveau économique que du bâti, c'est sûr qu'il y a une corrélation entre les gens plus démunis et le cadre bâti, l'environnement, les espaces sociaux, les services.

Donc, ce qui est proposé, c'est de travailler de façon intégrée. On travaille justement avec l'ensemble des services, avec les différents programmes, à travailler sur, en fait, un quartier pilote, où on veut vraiment agir de façon intégrée pour avoir un plus gros impact avec nos programmes, nos différents programmes. Et je pense qu'effectivement, c'est un exemple de travailler de façon intégrée, mais l'ensemble des dimensions, ça va jusqu'à l'aménagement du domaine public, le verdissement, mais aussi l'aide à la personne et les services collectifs.

2590

2595

M. JEAN BURTON, président:

Vous voulez vous nommer, s'il vous plaît, pour faciliter la transcription.

2600

Mme SYLVIA ANNE DUPLANTIE:

Oui, mon nom est Sylvie-Anne Duplantie, je suis chef de division à la planification urbaine au service de la Mise en valeur du territoire.

2605 **M. JEAN BURTON, président:**

Très bien, merci.

2610 **M. PIERRE BRISSET:**

2615 Si vous permettez, j'ai juste un dernier commentaire. Pierre Brisset, mon nom. Question des arbres. Je vis sur la rue Bourbonnière, qui est une rue ultra large, qui pourrait couper quatre mètres sur la rue pour... que vous avez parlé de plantation d'arbres, mais la pire tragédie que je vis, que j'ai vécue, c'est que le voisin a décidé de renforcer son mur et donc il a exigé de mon propriétaire de couper trois arbres matures, des érabliers de 60 pieds de hauteur, pour réparer son mur de fondation. Et puis moi je dis quand même, la technologie doit exister de réparer des murs de fondation sans être obligé de couper des arbres matures de 60 pieds de hauteur.

2620 Et puis depuis qu'ils ont coupé les arbres, la température chez moi a augmenté de cinq degrés, les étés. Et c'est là où j'avais appelé la Ville de Montréal pour leur dire : « Écoutez, je comprends pas comment vous avez donné un permis de couper ces arbres-là. » Puis ils m'ont répondu : « Bien, c'est sur des propriétés privées, on n'a pas de contrôle là-dessus. »

2625 Alors, la question, c'est que si on parle de verdissement, ce qu'on appelle vos recouvrements, j'ai pas le terme exact que vous avez utilisé, c'est qu'en quelque part, je crois qu'il faudrait rendre disponible aux citoyens, ceux qui veulent réparer leurs murs de fondation, peut-être leur donner des indices comment, peut-être que ça coûterait un peu plus cher auprès de l'entrepreneur, mais en quelque part, je pense que couper des arbres de cette envergure-là, qui donnaient la couverture - c'est le mot que je cherchais, la couverture sur des bâtiments, je crois
2630 que c'est important de revoir cette situation-là sur les propriétés privées. Je sais pas si vous avez eu ces genres de problématiques-là?

M. ÉRIC DUCHEMIN:

2635 Ce que je peux répondre, la Politique de l'arbre est assez claire sur ça, c'est pas privé ou
institutionnel ou autres, on n'a pas le droit de couper des arbres à moins d'avoir un permis et c'est
pas parce que c'est chez vous que tu as le droit de plus de couper l'arbre, il faut qu'il y ait des
raisons assez précises, que l'arbre est en train de faire écrouler la maison par des racines, et
cetera, et le permis n'est pas donné parce que « c'est privé ». C'est pas vrai, la Politique de
2640 l'arbre, justement, s'il y a bien quelque chose qui peut fonctionner à ce niveau-là, c'est la Politique
de l'arbre oblige à un propriétaire de replanter un arbre équivalent en qualité si on coupe un autre
arbre.

2645 Souvent, même si on fait ça, on n'a pas nécessairement le droit de couper le premier
arbre qu'on a, donc c'est information. Par ailleurs, est-ce que les techniques existent pour les
fondations, là, je laisserai mon collègue architecte de voir s'il y existe de la technique; ça, je suis
pas au courant.

M. OWEN ROSE:

2650 Malheureusement, j'ai pas la réponse magique pour ça. C'est toujours la question de
construire autour des racines parce que, n'oubliez pas, la couronne de l'arbre en haut est
équivalente en racines en bas. Alors, quand il y a des travaux au sous-sol, c'est certain que les
racines, ça pose un gros problème, mais par rapport à l'expertise autour de ça, il faut parler avec
2655 un agronome ou un horticole ou quelqu'un qui connaît mieux les arbres, la gestion des arbres,
c'est pas évident.

M. PIERRE BRISSET:

2660 En tout cas, je voulais juste citer un exemple de problème d'augmentation de chaleur à
cause de la coupure de la couverture. Et la personne a obtenu un permis, en passant. Quand

j'avais appelé la Ville, c'était pour questionner « comment ça se fait que vous avez autorisé un permis ». Puis ils m'ont dit qu'ils n'avaient pas le choix.

M. JEAN BURTON, président:

2665

Merci. Sur ce, permettez-moi de remercier notre panel, Monsieur Drouin, Duchemin, Bourque et Rose pour vos présentations et votre patience et votre éclairage dans la réponse à toutes ces questions qui ont été posées. Merci beaucoup.

2670

Avec la fin de cette session, nous terminons la période d'information. Alors, dès demain, vous pourrez vous voir à l'écran parce que la webdiffusion sera disponible dès demain, même la session de ce soir, donc, tout ce qui a été fait depuis le 3 juin sera disponible sur webdiffusion.

2675

(APPLAUDISSEMENTS)

2680

À compter de demain, vous pouvez aussi nous informer de votre intention de participer à l'étape suivante qui est celle des audiences. Donc, n'attendez pas, s'il vous plaît, à la dernière minute, ne serait-ce que pour nous permettre de planifier les sessions d'auditions et voir combien de mémoires on aura à éplucher à trois. Donc, n'attendez pas à la dernière minute, s'il vous plaît.

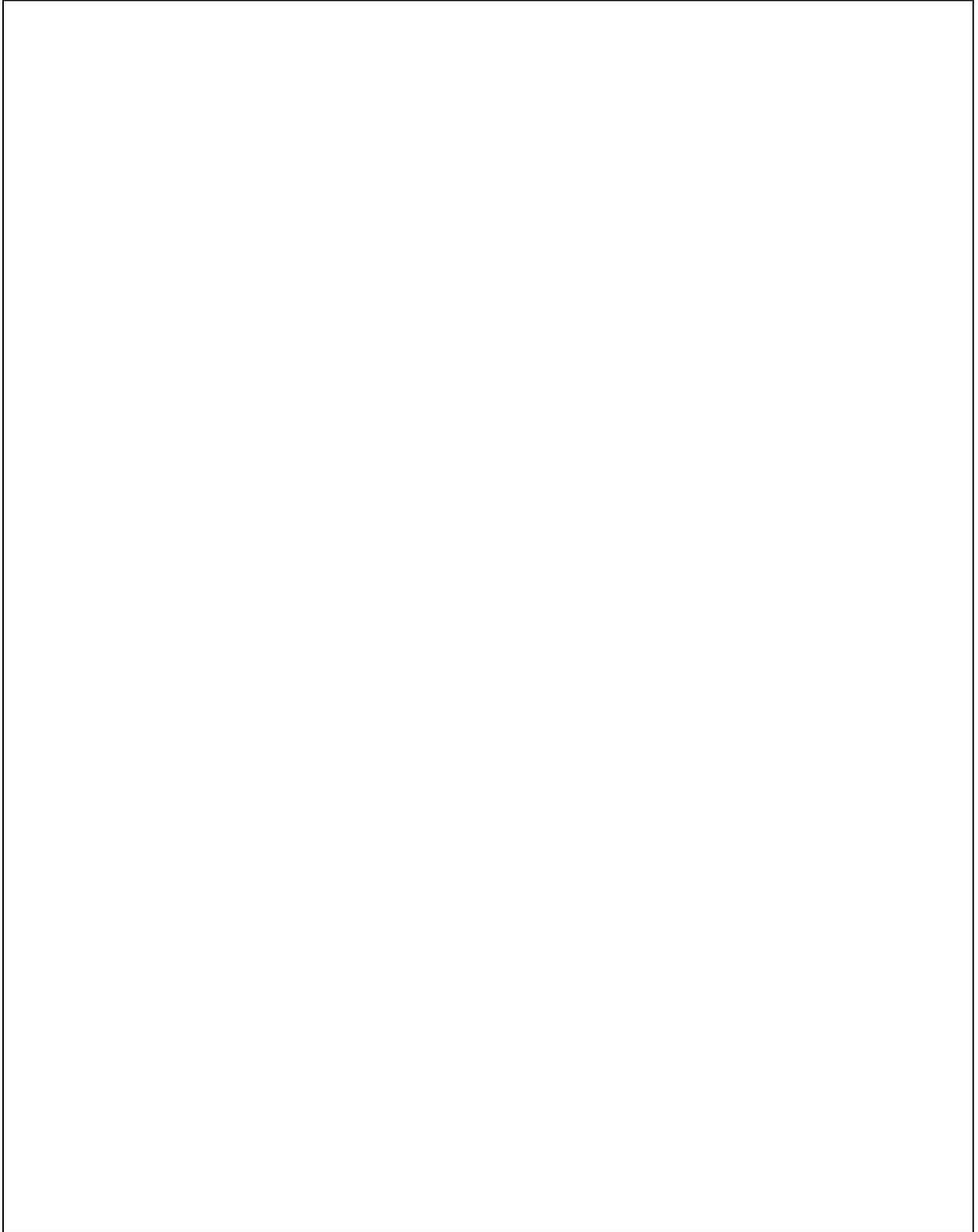
2685

Merci encore d'avoir participé à cette session, merci à ceux qui nous ont suivi sur le web et à une prochaine.

Merci beaucoup.

FIN DE LA SÉANCE

2690



Je, soussignée, **LOUISE PHILIBERT**, sténographe officielle, certifie sous mon serment d'office que les pages ci-dessus sont et contiennent la transcription exacte et fidèle des notes sténographiques prises au moyen du sténomasque, le tout conformément à la loi.

2695

Et, j'ai signé :

LOUISE PHILIBERT, s.o.